

Le Reporter

N°1093

DU 7 JUILLET 2022

www.lereporter.ma

SCANDALE



Ceux qui s'approprient, commercialisent, détruisent, les écoles publiques

Effervescence des préparatifs. Prix à courbes variables. Petites misères des «Kassabas». Mesures et contrôles sanitaires. Afflux de vacanciers et grands rassemblements familiaux en perspective...

PLEIN CAP SUR AID AL ADHA, MAIS... ATTENTION AU RETOUR DE COVID !



Forfaits sans engagement

ACHRAF
HAKIMI

#inwi_M3ak

avec des forfaits **MAX** générosité



11Go + 11H
d'appels

+  WhatsApp
ILLIMITÉ

même après épuisement
du solde internet

à **99** dh
/mois

inwi.ma

inwi
معاكم كل يوم

Frais de mise en service et frais de port au prix du forfait et payables au moment de la souscription
Illimité WhatsApp valable après épuisement du solde internet

Aïd Al Adha 1443/2022

Les Vœux du Reporter



A l'occasion de l'avènement de Aïd Al Adha 1443/2022, les équipes du Reporter ont l'honneur d'exprimer leurs vœux déferents, à Amir Al Mouminine, Sa Majesté le Roi Mohammed VI. Puisse Dieu, le Tout-Puissant, préserver SM le Roi, lui accorder longue vie et le combler en les personnes de SAR le Prince Héritier Moulay El Hassan, SAR la Princesse Lalla Khadija, SAR le Prince Moulay Rachid et l'ensemble des membres de la Famille Royale. Nous prions le Très-Haut, d'accorder au Souverain, longue vie et de l'assister dans son œuvre d'édification d'un Maroc moderne, uni et tourné vers l'avenir. A l'occasion de cette fête bénie, nous adressons également nos vœux de paix et de prospérité, au peuple marocain et à l'ensemble de la Oumma islamique ■

Immigration clandestine

L'implication d'Alger dans le drame de Melilla dénoncée au Parlement européen

S'exprimant à l'ouverture de la session plénière de débat au Parlement européen, la Commissaire européenne aux Affaires intérieures, a estimé que la violence aux frontières de l'Union européenne est inacceptable, notant que la plupart des migrants impliqués dans la tragédie de Melilla, survenue le 24 juin 2022, sont des Soudanais, arrivés au Maroc via l'Algérie. «Aujourd'hui, mes pensées vont aux personnes décédées à Melilla, à ceux qui ont été blessés et à leurs familles. Je n'oublierai jamais les images des morts et des vivants», a relevé Ylva Johansson, lundi 4 juillet 2022. «Ce que nous pouvons dire en général est que 99% des migrants irréguliers font appel à des passeurs», a-t-elle rappelé. Dans le même sillage, la responsable européenne a souligné que «le Maroc est un partenaire stratégique clé de l'Union Européenne pour gérer la migration



(...», ajoutant que pour la seule année en cours (2022), le Maroc a empêché 26.000 départs irréguliers vers l'Europe. La position de la Commissaire européenne aux Affaires intérieures fait suite à une déclaration quasi-similaire de la part du Chef du gouvernement espagnol. Pedro Sanchez, dans laquelle il avait appelé à «aider le Maroc à gérer les mafias de la traite des êtres humains et à contrôler les flux migratoires». ■

Sahara

Staffan De Mistura reçu à Rabat



L'Envoyé personnel du Secrétaire Général des Nations-Unies, Antonio Guterres, s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains Résidant à l'Etranger. La rencontre entre Staffan De Mistura et Nasser Bourita a eu lieu à Rabat, le 3 juillet 2022, en présence notamment du Représentant permanent du Maroc auprès des Nations unies, Omar Hilale et de Redouane Houssaini, Directeur des Nations-Unies et des Organisations Internationales au ministère des Affaires étrangères. A cette occasion, la délégation marocaine a rappelé la position du Maroc, telle que réaffirmée par SM le Roi Mohammed VI, dans le Discours prononcé par le Souverain à l'occasion du 46ème Anniversaire de la Marche Verte, le 6 novembre 2021, dans lequel SM le Roi avait rappelé que la résolution du conflit autour du Sahara ne peut être que politique, basée exclusivement sur l'Initiative Marocaine d'Autonomie, dans le cadre de la Souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale du Royaume. La délégation marocaine a également réitéré l'attachement du Maroc au processus politique des tables rondes, conformément à la résolution 2602, qui appelle à parvenir à une solution politique «réaliste, pragmatique, durable et basée sur le compromis» au différend sur le Sahara. Initiées par son prédécesseur, Horst Köhler, ces tables rondes avaient rassemblé le Maroc, la Mauritanie, l'Algérie et le Polisario, jusqu'en mai 2019, lorsque H. Köhler a démissionné de son poste, «pour raisons de santé». Aujourd'hui, le principal objectif de Staffan de Mistura est de relancer ledit processus auquel Alger avait pris part au début, avant de le qualifier d'«inefficace» et de «contre-productif». Pour le Maroc, l'implication de l'Algérie dans les tables rondes sous l'égide des Nations-Unies, est nécessaire pour aboutir à une solution définitive à ce conflit qui dure depuis près de 50 ans. Plusieurs médias ont relayé, au cours des derniers jours, une propagande séparatiste, selon laquelle le Maroc aurait empêché Staffan De Mistura de se rendre aux Provinces du Sud du Royaume. L'ONU a démenti cette fake-news, ajoutant que l'Envoyé personnel du SG de l'ONU poursuit sa visite officielle au Maroc, la deuxième du genre depuis sa nomination en novembre 2022, dans des conditions normales. ■

Maroc-Algérie

La réponse de Omar Hilale à l'Algérie publiée comme document officiel par le Conseil de Sécurité

Le Conseil de Sécurité a publié, en tant que document officiel, la réponse de l'Ambassadeur Représentant permanent du Maroc auprès de l'ONU, Omar Hilale au représentant algérien Nadir Arbaoui. Dans cette lettre, datée du 9 juin 2022, le diplomate marocain avait dénoncé les omissions manifestes et les silences coupables, affichés par l'Ambassadeur algérien au sujet des voyages, le financement, l'endoctrinement et les formations militaires de la dénommée Sultana Khaya, activiste et voix de la violence armée contre les civils et du séparatisme. Dans sa lettre, Omar Hilale avait également mis à nu les manœuvres de l'Algérie qui, en s'en prenant à l'ONU, a tenté de se dérober de sa responsabilité dans le blocage actuel du processus des Tables Rondes sous l'égide des Nations Unies, visant à aboutir à une solution définitive au conflit autour du Sahara. L'Ambassadeur Représentant permanent du Maroc aux Nations-Unies a, par ailleurs,



énuméré les manifestations de l'obstruction algérienne à ce processus onusien, dont la plus incontestable est la lettre de Nadir Arbaoui au CS de l'ONU (octobre 2021), dans laquelle Alger avait rejeté toute référence à un quelconque engagement de sa part à participer aux Tables Rondes sous la présidence de l'Envoyé personnel du SG des Nations-Unies. Aux accusations sans fonde-

ments de N. Arbaoui, au sujet de prétendues violations des droits de l'Homme au Sahara, et son appel à l'extension du mandat de la Minurso pour inclure la surveillance de la situation des droits de l'Homme, Omar Hilale s'est référé dans sa lettre adressée au Conseil de Sécurité, aujourd'hui classée en tant que document officiel, aux 13 dernières résolutions du CS de l'ONU qui se félicitent toutes «des mesures et initiatives prises par le Maroc, du rôle joué par les Commissions du Conseil national des droits de l'Homme à Dakhla et à Laâyoune et de l'interaction entre le Maroc et les mécanismes relevant des procédures spéciales du Conseil des droits de l'Homme de l'Organisation des Nations Unies». Enfin, Omar Hilal, connu pour son franc parler, a invité l'Ambassadeur de l'Algérie à l'ONU, à se pencher plutôt sur les graves violations des droits de l'Homme dans son propre pays, lesquelles ont suscité l'inquiétude et les condamnations de la communauté internationale. ■

ONHYM

Les études du GNM avancent bien, très bien même !



La Directrice Générale de l'Office National des Hydrocarbures et des Mines (ONHYM), a affirmé que les études liées au projet de gazoduc Nigéria-Maroc, progressent dans de «très bonnes conditions». S'exprimant lors d'une table ronde sur ledit gazoduc dans le cadre de la 33ème session extraordinaire du Forum Afrique de Crans Montana qui s'est tenue à Bruxelles (1er juillet 2022), Amina Benkhadra, a expliqué que l'ONHYM et la Nigerian National Petroleum Corporation travaillent dans le cadre d'une «intensification totale des efforts», soulignant les étapes franchies par le projet du Gazoduc Nigéria-Maroc, depuis son lancement lors de la visite officielle qu'avait effectuée SM le Roi Mohammed VI à Abuja, en décembre 2016, et la signature de l'accord y afférent le 10 juin 2018, lors de la visite du Président nigérian Muhammadu Buhari à Rabat. Et la DG de l'ONHYM de noter que ce projet est stratégique dans le contexte actuel de la guerre en cours en Ukraine, qui a doublé le besoin du vieux continent, de diversifier ses approvisionnements en gaz, soulignant que le Gazoduc maroco-nigérian constitue une opportunité également pour l'Europe. ■

Médias

L'ANME esquisse son programme sous la présidence de Driss Chahtane

L'Association nationale des médias et des éditeurs (ANME) a organisé, vendredi 1er juillet (2022) à Casablanca, une 1ère «rencontre communicationnelle». Il s'agit de la première rencontre organisée par l'Association après que la présidence de l'ANME a été confiée à Driss Chahtane, suite à la démission de Rachid Niny. «Je suis honoré de bénéficier de la confiance des membres du bureau exécutif de l'ANME afin d'occuper ce poste stratégique et contribuer ainsi à relever les maux et défis très nombreux qui sont liés à la profession. Nous sommes réunis dans le cadre de cette rencontre communicationnelle qui signe une nouvelle étape dans le parcours de l'ANME et qui sera basée sur davantage d'apports», a déclaré Driss Chahtane. La rencontre a permis de discuter à bâtons rompus des nombreux maux dont souffre le secteur. Et malgré les différences de leurs lignes éditoriales, tous les membres de l'Association et acteurs de la profession étaient unanimes à dire que le secteur se doit de s'affran-



chir de plusieurs obstacles afin de parvenir à être plus résilient face aux crises et aux défis qui le minent. Ils ont rejeté les pratiques insidieuses qui entachent ce secteur. Enfin, les membres de l'Association ont vivement appelé les institutions concernées à continuer d'accompagner le secteur des médias, à contribuer à la protection de ses valeurs déontologiques les plus élémentaires, mais aussi à soutenir les entreprises de presse, ainsi que toutes les personnes qui y travaillent. ■



ATLAS LIONESSES HEAR THEM ROAR!

A FILM BY AZIZA NAIT SIBAHA

POUR VOIR LE DOCUMENTAIRE, VISITEZ NOTRE SITE :

WWW.TAJASPORT.COM

UNE PRODUCTION DE

AVEC LE SOUTIEN DE LA

Appel Royal à accélérer le rythme de

Le Maroc a abrité les travaux de la Réunion du Groupe africain des ministres des Finances et des gouverneurs des Banques centrales des 54 Etats africains membres de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International (Caucus Africain), sous le thème: «Vers une Afrique résiliente».

Placée sous le Haut Patronage de SM le Roi Mohammed VI, cette réunion qui a duré deux jours, a démarré mardi 5 juillet 2022 à Marrakech. La cérémonie d'ouverture de cet événement de grande envergure auquel ont pris part plusieurs responsables africains, notamment la ministre de l'Economie et des Finances Nadia Fettah Alaoui, le ministre délégué au Budget, Fouzi Lekjaa et le Gouverneur de Bank Al Maghrib, Abdellatif Jouahri, a été marquée par un Message Royal adressé aux participants dont, lecture a été donnée par la ministre de l'Economie et des Finances, Nadia Fettah Alaoui.

Besoin d'une coopération internationale en faveur des pays africains

Dans ce message, SM le Roi a souligné la nécessité d'un «soutien plus appuyé et une coopération internationale plus conséquente en faveur des pays africains pour leur épargner d'être sévèrement touchés par la vague inflationniste qui frappe l'économie mondiale et pour les aider à développer une plus forte rési-



lience aux chocs extérieurs». Le Souverain a indiqué que le monde sortait à peine de l'emprise de la pandémie Covid-19, que l'économie globale s'est trouvée prise dans une spirale de perturbations inédites des chaînes d'approvisionnement et soumise à des pressions inflationnistes croissantes et à une hausse record des cours de l'énergie, des produits alimentaires et des matières premières. Le Continent africain apparaît, dans cette conjoncture difficile, «comme l'une des régions les plus touchées, tant au regard des multiples périls qui menacent sa sécurité alimentaire et énergétique que de la baisse des taux de

sa croissance économique», a relevé SM le Roi Mohammed VI. Afin de pallier cette situation, les efforts doivent s'intensifier pour élaborer des programmes intégrés de développement, selon des objectifs clairs et des instruments de financement innovants, a indiqué SM le Roi, ajoutant que «ces dispositifs devront inscrire le citoyen africain au cœur de leurs préoccupations et s'articuler essentiellement autour d'une mise en valeur des opportunités d'intégration économique entre les pays africains. Ils supposent également une implication active du continent dans la dynamique de transformation numérique et de tran-

L'intégration économique en Afrique



sition énergétique à l'œuvre dans le monde».

Dans une allocution à cette occasion, Nadia Fettah Alaoui a mis en relief l'engagement constant du Maroc, sous la conduite du Souverain, en faveur de l'action commune et de la solidarité africaine, relevant que le «Caucus africain» 2022 aborde des questions d'une grande importance pour le Continent, en particulier la manière la plus appropriée pour défendre les intérêts de l'Afrique à la Banque Mondiale et au FMI et la mobilisation des institutions de Breton Woods pour apporter un soutien plus efficace à l'Afrique dans la poursuite de sa rési-

lience. Dans ce sillage, la responsable gouvernementale a fait remarquer que les pays africains font face à une conjonction marquée par des crises et des défis d'une ampleur sans précédent, alors que la pandémie de la Covid-19 a freiné des décennies de progrès enregistré en matière de développement sur notre Continent, avec des indicateurs de pauvreté tendant à la hausse. Et de poursuivre que la pandémie, ajoutée à la crise ukrainienne et aux changements climatiques ont eu pour effet d'amplifier les défis de développement déjà existants en Afrique, y compris ceux liés aux jeunes, au chômage, à la fracture numé-

rique et à l'insécurité énergétique et alimentaire.

De son côté, le Haut Représentant pour le Fonds de la Paix de l'Union Africaine (UA), Donald Kaberuka, a plaidé en faveur d'un appui international solide et constant afin de permettre à l'Afrique de transcender les énormes difficultés auxquelles elle fait face, lesquelles sont engendrées par la pandémie de la Covid-19 et la guerre en Ukraine, relevant que le FMI et le GBM ont joué un rôle de taille dans le cadre du soutien au Continent face à cette crise pandémique. Afin de faire face à ces crises, le Haut responsable rwandais s'est dit en faveur de l'encouragement de la culture du blé, en tirant profit des énormes potentialités agricoles que recèle le Continent et qui demeurent encore inexploitées, et en misant sur l'industrie des engrais, telle que développée par le Maroc pour le développement de ce secteur. Dans ce cadre, il a estimé que la résilience de l'Afrique passe inéluctablement par la réforme des systèmes de santé et la généralisation de la protection sociale, la gestion de la dette et de la qualité des dépenses, et la promotion d'une véritable industrie pharmaceutique africaine, mettant en relief, à titre d'exemple, le projet de réalisation au Maroc d'une unité de fabrication de vaccins anti Covid-19 et d'autres vaccins et qui devra contribuer à assurer et à garantir la souveraineté vaccinale du Continent africain.

Durant deux jours, les participants au Caucus africain, dont le Maroc assure la présidence pour l'année 2022, ont débattu de plusieurs sujets et thématiques d'actualité à savoir, notamment, la problématique du financement du développement en Afrique, le repositionnement de la dette publique comme catalyseur de développement au niveau du continent et l'impact du changement climatique sur la sécurité alimentaire en Afrique. ■

MN

Maroc-Israël

Signature d'un MoU pour la construction d'hôpitaux au Maroc

Un mémorandum d'entente (MoU) a été signé le 1er juillet 2022 entre le ministère de la Santé et de la Protection sociale et la société israélienne I.M.S Ovadia Group Ltd pour la construction d'établissements hospitaliers au Maroc.



La signature de cet accord lors d'une cérémonie présidée par le ministre de la Santé et de la Protection sociale, Khalid Ait Taleb, s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale et la promotion de l'in-

vestissement et de l'innovation dans divers domaines, dont le secteur de la Santé, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Ce mémorandum d'entente, qui s'inscrit dans le cadre d'une approche de partenariat public-privé, en droite ligne des Hautes directives de SM le

Roi Mohammed VI visant à asseoir un modèle de développement social fondé sur les principes d'égalité d'équité et de solidarité, s'assigne pour objectif la mise en œuvre d'un programme d'investissement pour la construction et l'équipement d'établissements hospitaliers avec une contribution du groupe I.M.S Ovadia Group Ltd, estimée à 5 milliards de dirhams.

La première phase de ce programme d'investissement porte sur la réalisation de 5 établissements hospitaliers d'une capacité de 1.000 lits dans les régions de Dakhla-Oued Eddahab, Fès-Meknès, Daraa-Tafilalet, l'Oriental et Marrakech-Safi.

Cette cérémonie a été marquée par la présence de cadres du ministère de la Santé et de la protection sociale, ainsi que du ministère délégué auprès de la ministre de l'Économie et des finances chargé du Budget. ■

Covid-19 Le ministère de la Santé préconise une 4ème dose !

**4ème vague, 4ème dose ?
Le ministère de la Santé
et de la Protection sociale a
recommandé l'adoption d'une
dose de rappel du vaccin anti-
Covid-19 pour les personnes
âgées et celles présentant des
facteurs
de comorbidité.**

Selon un communiqué du ministère, cette décision intervient dans le cadre de l'actualisation de la stratégie nationale de vaccination contre le nouveau coronavirus, à la lumière de la recrudescence de la pandémie. L'objectif est de consolider les acquis réalisés par le Maroc dans sa lutte contre la pandémie de Covid-19.

Ainsi, sur la base des recommandations du Comité scientifique, le ministère de la Santé et de la Protection sociale appelle les personnes



de plus de 60 ans -en particulier- ainsi que les personnes ayant des comorbidités à partir de 18 ans, à prendre une dose de rappel du vaccin contre le Covid-19 six mois après avoir reçu la troisième dose.

Le ministère appelle également les personnes incomplètement vaccinées à prendre rapidement la troisième dose de vaccin, dite dose «booster», quatre mois après avoir reçu la deuxième.

S'agissant des personnes dont l'infection par le Covid-19 a été récemment confirmée, elles peuvent recevoir une dose de rappel quatre

semaines après la fin de l'épisode infectieux. Le ministère de la Santé et de la Protection sociale rappelle aux citoyens et citoyennes la nécessité de respecter les mesures préventives, telles que le port correct des masques dans les espaces publics fermés et lors des rassemblements, tout en veillant au lavage des mains et à la distanciation physique. En particulier à l'occasion de l'Aïd Al-Adha et des vacances d'été, afin de préserver une situation sûre pour tous et éviter toute rechute épidémiologique.

Certains pays, comme la Suède, en sont à la 5ème dose. ■

Amnesty appelle à libérer immédiatement les détenus du Hirak

L'organisation de défense des droits de l'Homme, Amnesty International, a appelé les autorités algériennes à libérer immédiatement et sans condition au moins 266 militants et manifestants ayant pris part au mouvement de protestation du Hirak.



Selon Amnesty International, ces détenus ont critiqué les autorités, dénoncé la corruption d'Etat, ou exprimé leur solidarité avec des personnes en détention, est-il souligné dans un communiqué.

L'ONG internationale a ainsi rappelé qu'en mai 2022, des observateurs locaux ont signalé qu'au moins 266 militants et manifestants croupissent dans les prisons algériennes pour avoir seulement exercé leurs droits à la liberté d'expression et de réunion, soulignant que les autorités algériennes sont appelées à «abandonner sans délai toutes les charges retenues contre ces personnes».

«L'incarcération injustifiée de militant·e·s et de manifestant·e·s doit cesser», a tancé la Directrice adjointe pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à Amnesty International, Amna Guellali, estimant qu'«il est honteux que les autorités algériennes continuent d'invoquer des lois trop répressives et rédigées en termes vagues afin de poursuivre des personnes au seul motif qu'elles ont exercé de manière pacifique leurs droits à la liberté d'expression et de réunion».

Elle a indiqué que de nombreux manifestants sont maintenus en détention provisoire pour des périodes excessivement longues, alors que d'autres personnes ont été

condamnées à des peines pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison sur la base de charges trop générales et forgées de toutes pièces comme par exemple «atteinte» à la sécurité de l'Etat, «atteinte à l'unité nationale», «outrage» à un représentant de l'autorité publique, «incitation à attroupement non armé», propagation de fausses informations et terrorisme.

D'après A. Guellali, «soixante ans après que l'Algérie a acquis son indépendance, des libertés fondamentales et droits humains continuent d'être négligés, bafoués ou activement restreints».

Elle a rappelé la mort en prison, le 24 avril 2022, de Hakim Debbazi, un détenu lié au Hirak, dans des circonstances peu claires, estime Amnesty, notant que Debbazi se trouvait en détention provisoire depuis février 2022, après avoir partagé une publication faite sur une autre page Facebook, qui appelait à une manifestation pour marquer le troisième anniversaire du mouvement du Hirak. Il a été poursuivi pour «incitation à un attroupement non armé», «outrage à des officiers publics» et publication de contenus de nature à «nuire à l'intérêt national», ajoute l'organisation, notant que le tribunal a rejeté une demande de mise en liberté provisoire déposée par ses avocats, mais n'a donné aucune explication pour ce refus.

Parmi toutes les affaires recensées par

Amnesty International, au moins quatre détenus ont été visés par des procès supplémentaires, alors qu'ils se trouvaient déjà en prison pour des infractions en relation avec des critiques formulées en ligne ou hors ligne sur l'Etat.

Après que le mouvement du Hirak a été interrompu en raison de la pandémie de Covid-19 en 2020, les autorités algériennes ont intensifié leurs sanctions contre l'opposition pacifique, a dénoncé Amnesty international, faisant observer que la répression accrue visant les personnes critiquant l'Etat ne s'est pas limitée aux Algériens à l'intérieur du pays, mais a également pris pour cible plusieurs autres résidant ou cherchant refuge à l'étranger.

Au moins deux demandeurs d'asile ont par ailleurs été expulsés en raison de leurs liens présumés avec des organisations non autorisées, tandis qu'au moins trois personnes ayant la double nationalité et résidant au Canada ont fait l'objet d'une arrestation arbitraire ou d'un interrogatoire à leur arrivée en Algérie, avant d'être empêchées de quitter le pays pendant des semaines, voire des mois, s'indigne Amnesty International. Mais Amnesty ou quiconque d'autre peut lancer tous les appels possibles et imaginables, le Régime d'Alger y reste sourd, guidé par sa propre logique et le souci du maintien de sa mainmise sur le Pouvoir. ■

Effervescence
des préparatifs.
Prix à courbes
variables.
Petites misères
des «Kassabas».
Mesures et contrôles
sanitaires. Afflux de
vacanciers et grands
rassemblements
familiaux
en perspective...

Plein Cap sur Aïd Al Adha, mais...
Attention au retour de Covid !



Après le Ramadan et Aïd Al Fitr, l'heure est à la grande fête du sacrifice (Aïd Al Adha). Pour accueillir cet heureux événement comme il se doit, les Marocains étaient en ordre de bataille bien avant le jour J (10 juillet 2022).

Indépendamment de l'achat du mouton, les différents marchés, grandes surfaces et même les petits points de vente sont pris d'assaut par nombre de familles pour s'approvisionner en condiments qui donnent un goût spécial aux plats concoctés spécialement à l'occasion de Aïd Al Adha. Les mères de famille veillent également à renouveler les ustensiles de cuisine (outils de découpe, ustensiles de pâtisserie, sets de rangement). De leur côté, les familles qui en ont les moyens, s'équipent en appareils électroménagers, notamment les fours (à gaz ou électriques), les cuisinières et les réfrigérateurs. Dans certaines régions du Maroc, il est de coutume de repeindre sa maison et de relooker son salon. Cette année (2022), vue la conjoncture économique au niveau national et à l'échelle mondiale, peu de Marocains ont pu garder cette habitude. Quoiqu'il en soit, chacun essaie en fonction de ses moyens, de rendre plus agréable possible la célébration de l'Aïd El Kebir.

Malheureusement, la cherté du prix des moutons est venue contrarier cette ambiance sereine. En effet, dans la plupart des espaces réservés à cette opération (Souks aux moutons), les tarifs affichés étaient inaccessibles pour les Marocains aux petits budgets. Avant la pandémie due au nouveau Coronavirus (Covid-19), plusieurs familles marocaines pouvaient compter sur les aides financières que leur fournissaient leurs proches installés à l'étranger, surtout ceux ayant un bon statut social. Or, la succession de crises économiques à l'échelle planétaire, a fait que ce qui était possible avant ne l'est plus aujourd'hui. En d'autres termes, tout le monde ou presque, fait face actuellement à des difficultés financières plus ou moins aiguës. Pour expliquer la hausse des prix du mouton. Chacun y va de son analyse. Certains imputent cela à la sécheresse qui a frappé de plein fouet le Maroc au

titre de la saison agricole 2021-2022. D'autres, y voient une conséquence directe de la crise russo-ukrainienne. D'autres enfin, pointent du doigt les spéculateurs qu'ils accusent d'être responsables de la flambée du prix du mouton de l'Aïd. En réalité, l'augmentation des prix du cheptel observée dans toutes les régions du Royaume, est le résultat de la conjugaison des trois facteurs précités. Sécheresse, guerre Russie-Ukraine et magouilles des intermédiaires, ont fait que le prix moyen du mouton destiné à l'abattage s'est envolé. Ce qui contredit certaines voix qui sont tombés à bras raccourcis sur les petits agriculteurs, alors que ces derniers ont eux aussi été fortement impactés par la conjoncture nationale (sécheresse) et internationale (crise russo-ukrainienne).

Aïd Al Adha 2022 coïncide avec le début de la saison estivale et le retour des Marocains du Monde à la mère patrie, dont certains n'ont plus revu leurs familles depuis que la pandémie a ébranlé la planète, un beau matin de 2020. La joie des retrouvailles après trois années de séparation ne doit pas nous faire oublier que le Sars-Cov2 et ses variants semblent avoir pris du galon. En l'espace de 24 heures (4-5 juillet 2022 à 16 heures), le Maroc a enregistré 3.849 nouveaux cas confirmés de Coronavirus, pour un total national depuis le début de l'épidémie (3 mars 2022) de 1.230.095 contaminations avérées. Ces chiffres risquent d'augmenter davantage au cours des prochains jours. Les scientifiques prédisent que le retour des MRE, Aïd Al Adha et les départs en vacances auront un impact certain sur le nombre des cas positifs d'infection au Covid-19. Face à ce scénario, quasi-certain, la seule chose à faire est d'essayer de minimiser les dégâts au maximum, en adoptant les bons gestes au quotidien, comme le port du masque, le lavage régulier des mains à l'eau et au savon ou au gel hydro-alcoolique, et bien entendu, le port du masque de protection dans les lieux publics et en cas de rassemblement familial.

Aïd Al Adha doit rester un moment de joie à partager en famille. Ne le gâchons pas, par notre insouciance ! ■

Mohcine Lourhzal



| A LA UNE |

L'Aïd El Kebir

Une occasion pour consacrer les traditions 100% marocaines

Aïd Al Adha est synonyme de fête, de convivialité et de retrouvailles familiales autour de repas somptueux spécialement concoctés pour l'occasion.

La journée de l'Aïd commence tôt au Maroc. Les mères de familles veillent à préparer toutes sortes de gâteaux et de pâtisseries traditionnelles qui orneront la table du petit déjeuner, pour le plus grand plaisir des papilles des petits comme des grands.

Des plats qui donnent l'eau à la bouche

Généralement, le ftour de l'Aïd El Kebir est servi dès la fin de la prière de l'Aïd effectuée dans des espaces spécialement aménagés à cette fin (Les Msallas). Ce repas, le premier du jour, se compose généralement de crêpes à mille trous (baghrir), de brioches traditionnelles (Krichlat), d'un assortiment de petits biscuits aux fruits secs et aux amandes (Fekkass) et de gâteaux dits modernes. Le tout, accompagné d'un bon verre de thé à la menthe ou d'une bonne tasse de café corsée. La veille d'Aïd Al Adha, les femmes qui ont le temps pour le faire, s'attellent à la préparation de «Khobz Al Aïd». Il s'agit d'un pain traditionnel qui accompagne les brochettes et le boulfaf (brochette de foie à la crépine de mouton), deux mets incontournables consommés au déjeuner, le 1er jour de l'Aïd. Le soir, on s'attaque aux tripes (Douara). Le deuxième jour à l'heure du déjeuner, les familles se réunissent autour de la table pour déguster la tête de mouton cuite à la vapeur, avant de s'attaquer, quelques heures plus tard, à la «Delâa» et aux brochettes, le confit de viande d'agneau (Mrouzia), devant boucler la série de plats de Aïd Al

Adha (les coutumes culinaires peuvent cependant changer d'une famille à une autre).

Attention aux excès

Le festival de la viande se poursuivra, au moins une quinzaine de jours. Il faut rappeler que la viande d'agneau contient beaucoup de gras par rapport au bœuf, et encore plus par rapport au poulet et au poisson. La manger de façon excessive favorise la sécrétion d'acide urique (responsable de la maladie de la goutte) et augmente le taux de cholestérol dans le sang, ce qui représente un réel danger pour la santé des consommateurs, surtout ceux qui souffrent de diabète. Pour cela, les nutritionnistes conseillent de consommer cette viande avec beaucoup de modération. Les mêmes spécialistes alertent sur les dangers de l'utilisation excessive de certains produits comme l'huile de table ou le beurre, qui rendent encore plus difficile le processus de digestion. Une idée qui circule dans la population marocaine veut que les boissons gazeuses aident à la digestion surtout après un repas copieux. Selon les spécialistes de l'appareil digestif, les boissons gazeuses peuvent aider à digérer, notamment les eaux riches en bicarbonate. Plus il y a de bicarbonate, plus cela aide à digérer. Par contre, la limonade ne facilite pas la digestion, bien au contraire, elle provoque des ballonnements. Donc évitez d'en consommer. Pour ceux qui n'y arrivent pas, il faut au moins en consommer en petites quantités (un verre pas plus).

Aïd Al Adha, une occasion pour consolider les liens familiaux

Durant les deux premiers jours d'Aïd Al Adha, les familles se rendent mutuellement visite. Les familles marocaines montrent à cette occasion, une grande solidarité. La portée religieuse d'Aïd Al Adha favorise l'échange de visites entre proches dans une ambiance de détente, de convivialité et de générosité envers les nécessiteux. L'Aïd Al Kebir est, en effet, un moment de joie, de bonheur et de vœux à partager nécessairement avec toute la famille. Le jour de l'Aïd doit également être un jour de réconciliation pour les membres de la famille et les amis en conflit,

dans le respect total des coutumes marocaines fondées sur les valeurs de communion, de partage et de solidarité. Dans certains quartiers populaires, les voisins veillent encore à s'entraider pour l'abattage, le nettoyage et le découpage du mouton. ■

M. Lourhzel

DGAPR

Les détenus méritent eux aussi une attention particulière



La Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion (DGAPR) a indiqué que les détenus seront autorisés à recevoir un panier de denrées alimentaires à partir du 2ème jour d'Aïd Al Adha et durant une semaine, selon le calendrier établi par l'établissement pénitentiaire. Ainsi, il a été décidé d'autoriser les visiteurs, durant cette période, à apporter un panier uniquement de repas cuits consommables. Cette décision, prise par la DGAPR, intervient dans le cadre de l'exclusion des fêtes religieuses de l'interdiction des paniers-repas, au regard de l'impact psychologique positif d'Aïd Al Adha sur les détenus et sur la préservation des liens familiaux, explique la Délégation Générale. Les établissements pénitentiaires offriront toutes les facilités nécessaires à leurs pensionnaires pour leur permettre de contacter leurs familles et les informer des conditions et de la date programmée pour l'introduction du panier d'alimentation, conclut la même source ■



Aïd Al Adha 2022

Au Maroc, le prix du mouton était élevé cette année

L'offre en ovins et caprins destinés à l'abattage à l'occasion de Aïd Al Adha (8 millions de têtes) dépasse largement la demande (5,6 millions de têtes). Pourtant, les prix du bétail sacrificiel sont restés élevés, surtout dans les grandes villes comme Casablanca.

En 2022, le prix du mouton variait entre 65 et 70 dirhams le kilogramme contre une moyenne de 55 dirhams le kilo en 2021.

Top cher, le «hawli»!

Dans la métropole casablancaise, un mouton de qualité supérieure (Sardi) se vendait, mardi 5 juillet 2022, entre 3.500 et 4.500 dirhams. Pour un mouton moyen (Bergui), il fallait compter entre 2.500 et 3.500 dirhams. Ces chiffres contredisent les propos du ministre de l'Agriculture, Mohamed Sadiki, qui a affirmé devant les membres de la Chambre des représentants que le prix du bétail destiné à l'abattage n'a connu aucun changement par rapport aux trois dernières années, signalant qu'il est possible d'acquérir un mouton à 800 dirhams! Au niveau des 30 marchés aux moutons mis en place dans différentes régions du Maroc, il a été remarqué cette année, la présence de troupeaux de caprins, dont des boucs et des chèvres, qui se négociaient à moins de 2.000 dirhams. Ces deux races caprines sont consommées et fortement recommandées pour les personnes souffrant de maladies chroniques comme le diabète et le cholestérol. Sans compter leur

valeur nutritive et la qualité saine de leur viande. Élevés en montagnes, les caprins se nourrissent d'herbe de prairie et de plantes graminées.

Le mouton de l'Aïd à portée de clic

Comme le veut la tradition, les Marocains sont encore nombreux à se rendre sur les Souks traditionnels pour acheter leur mouton de l'Aïd. Voir la bête, la toucher, marchander auprès des vendeurs et revenir chez soi avec l'animal choisi sous le regard admiratif des voisins et les cris de joie des enfants, constituent des étapes essentielles sans lesquelles la fête du sacrifice serait incomplète.

Nombreux sont les acheteurs qui préfèrent acquérir leur mouton de l'Aïd, directement auprès des fermiers-éleveurs, dans le but de réaliser des économies. L'acheteur a ainsi le sentiment de faire une bonne affaire. Mais attention, les moutons

proposés à la vente au niveau des fermes d'élevage n'obéissent pas toujours aux conditions d'hygiène, de salubrité et de traçabilité. Au niveau des Souks traditionnels, les vendeurs ont été enregistrés et seuls les moutons identifiés Aïd Al Adha par l'ONSSA avaient le droit d'accéder à ces espaces de vente de bétail.

Pour apporter un brin de modernité à l'opération d'achat de moutons à l'occasion de l'Aïd, une nouvelle application a été lancée, le 21 juin 2022. Baptisée «My Anoc Market», cette nouvelle solution web vise à accroître les ventes en ligne des ovins et caprins au niveau national. Elle permet aux consommateurs de se procurer des ovins ou caprins sans avoir à se déplacer, avec un service de livraison qui couvre toutes les villes du Royaume. Ce nouvel espace numérique assure un contact direct entre l'éleveur et le consommateur et permet aux acheteurs de visualiser les produits disponibles à la vente avec leurs caractéristiques (race, poids, âge...), entre autres avantages. «My Anoc Market» est aussi destinée aux opérateurs des viandes rouges (bouchers et chevillards) qui souhaitent acheter des animaux avec des caractéristiques bien déterminées. ■



Mohcine Lourhzal

Aïd Al Adha

Les petites misères des «Kessabas»

À l'occasion d'Aïd Al Adha, tous les projecteurs sont braqués sur les prix de vente du cheptel destiné à l'abattage. Seulement, peu de gens s'attardent sur la situation des petits éleveurs qui souffrent en silence.

Cette année (2022), la conjoncture n'a pas joué en la faveur des «Kessabas», ces petites gens qui attendent avec impatience l'Aïd El Kebir pour écouler leur cheptel et gagner un peu d'argent qui leur permettrait de subvenir à leurs besoins et ceux de leurs familles, ainsi que de récupérer ne serait-ce qu'une partie des dépenses engendrées tout au long de l'année pour l'élevage du cheptel.

Une conjoncture défavorable

Entre une sécheresse aigue que le Maroc n'a plus connue depuis quarante ans, une guerre russo-ukrainienne qui continue de battre son plein et des intermédiaires avides de gains faciles, les éleveurs surtout les plus petits d'entre eux, se sont retrouvés face à une situation peu enviable. Bien que l'Etat ait débloqué, début 2022, une aide d'urgence de 10 milliards de dirhams dont une part était destinée à venir en aide aux agriculteurs les plus touchés par ce manque aigu de pluviométrie, certains d'entre eux s'étaient déjà séparés d'une grande partie de leurs troupeaux qu'ils n'arrivaient plus à nourrir. Dans certaines régions du Royaume, un certain nombre d'éleveurs se sont même vus obligés d'écouler ovins et caprins à des prix bradés. Il faut dire que le choix était très difficile, dans la mesure où il fallait soit garder la totalité du cheptel et sup-



porter le coût de cette décision (alimentation, soins du bétail...), ou alors sacrifier une partie pour nourrir le reste des bêtes. Des vidéos ayant circulé tout au long des dernières semaines sur les réseaux sociaux, ont clairement montré des éleveurs obligés de vendre leurs brebis à 20 dirhams chacune. Du jamais vu au Maroc. La même situation désolante a été relevée chez les éleveurs de Bovins. Plusieurs petits éleveurs ont ainsi été obligés d'écouler leurs vaches à prix bas. Dans une déclaration au Reporter, Abdelmoula Fdili, éleveur dans la région de Fès-Meknès, a dressé un tableau morose de la situation que vivent les «Kessabas» au niveau de la région dans laquelle il réside. «La plupart des éleveurs ont sacrifié leurs troupeaux à des prix très bas. Que faire d'un mouton ou même d'une vache qui dévore en moyenne jusqu'à 50 dirhams par jour?», s'est-il interrogé, avant d'ajouter d'un ton plaintif et éploré que beaucoup de ses collègues agriculteurs ont «donné leur bétail au premier venu, notamment à

cause du manque de pluie et de la cherté de l'alimentation animale». Il convient de préciser que le bétail se nourrit essentiellement d'orge, de foin, d'avoine, de farine et de son. Depuis janvier 2022, le prix de ces céréales est passé du simple au double, notamment en ce qui concerne le foin (25 dirhams le ballot), l'orge (4 dirhams le kilo), le son (2,60 DH/Kg). Jamais de tels prix n'ont été pratiqués au Maroc, souligne notre interlocuteur.

Le malheur des uns fait le bonheur des autres

Certains gros agriculteurs ont profité de cette situation pour augmenter leurs marges bénéficiaires. Généralement, ces derniers fournissent les grandes usines spécialisées dans la transformation des viandes rouges, ainsi que les grandes boucheries du Maroc. Les plus fûtés, ont acquis un maximum de têtes d'ovins et de caprins pour les revendre à des prix élevés à l'occasion de l'Aïd El Kebir. Une augmentation excessive des prix des moutons a,

qui passent quasiment inaperçues



en effet, été constatée notamment à Casablanca. Si en 2021 le prix du mouton au Kilo-gramme se négociait aux alentours de 50 dirhams, le prix du kilo tournait autour de 70 dirhams, voire plus en fonction de la race ovine (Sardi, Boujaâd ou Bergui), soit une hausse moyenne de 20 dirhams le kilo-gramme. Cette hausse des prix a fortement impacté la majorité des foyers, dont certains n'ont pas pu acheter le mouton de l'Aïd. Certes, celui qui n'en a pas les moyens n'est pas obligé d'accomplir le rituel du sacrifice, néanmoins, il est désolant que le mouton ne soit plus vraiment accessible à toutes les bourses, à cause principalement de la soif d'argent, devenue pathologique chez certains individus qui courent après l'appât du gain. Parmi ces énergumènes, on retrouve également les intermédiaires qui font qu'aujourd'hui, il existe une différence ahurissante entre les prix proposés par les agriculteurs au niveau des fermes spécialisées dans l'élevage ovin et caprin et ceux des intermédiaires, d'autant plus qu'à l'occasion de Aïd Al Adha-2022, l'offre (8 millions de bêtes destinées à l'abat-

tage) dépassait de loin la demande (5,6 millions). C'est dire si les éleveurs, surtout les plus petits, n'y sont pour rien dans cette hausse généralisée des prix des bêtes destinées à l'abattage, bien qu'ils fassent l'objet de critiques acerbes de la part des consommateurs qui les tiennent directement responsables de la cherté des prix du mouton, alors qu'en réalité les éleveurs modestes et moyens luttent, chaque jour que Dieu fait, pour leur survie et celle de leurs troupeaux. ■

Mohcine Lourhzal



Vols de moutons

Gare aux «frakchiya» !

Un fâcheux phénomène refait surface à l'approche d'Aïd Al Adha. Il s'agit du vol de bétail perpétré par des bandes criminelles spécialisées appelées «frakchiya». Deux cas de vols de bétail ont été signalés fin mai 2022, dans la commune de Rhamna, au niveau de deux fermes d'élevage. Un incident similaire s'était produit en 2020, dans un marché aux moutons au niveau du quartier Hay Hassani à Casablanca. L'on se souvient de ces scènes de violence inouïe, avec des moutons traînés par-ci et là, et des vendeurs désemparés, tentant de sauver leurs bêtes. La police avait réussi à mettre la main sur les malfaiteurs impliqués dans cet acte criminel ■

Fête du sacrifice

Les activités qui marchent pendant

Durant Aïd Al Adha, les quartiers des différentes villes du Maroc voient émerger de petits métiers de proximité.



A l'approche de la fête du sacrifice, Casablanca et ses zones commerçantes vivent au rythme d'une dynamique excep-

tionnelle, boostée par l'apparition de nouvelles activités directement liées à l'Aïd El Kebir.

Vendeur de charbon, rémouleur de couteaux, égorgueur de moutons...

Parmi les métiers qui réapparaissent

en force à l'occasion de la fête du sacrifice, figure celui du remoulage des couteaux. Pratiquée généralement par les jeunes des quartiers populaires, cette activité exige une parfaite habileté et une certaine force phy-

Aïd Al Adha

sique. L'aiguisage des couteaux pour les besoins de l'abattage et de dépouillement de la bête, jour de l'Aïd, se fait généralement sur une pierre en forme de roue. Ces dernières années, les plateformes de vente en ligne proposent toutes sortes d'aiguiseurs de couteaux à des prix abordables.

D'autres activités se développent grâce à Aïd Al Adha. Il s'agit de la vente de charbon et de paille. En outre, les jeunes des quartiers populaires, se spécialisent le jour J, dans le nettoyage et la grillade des têtes de moutons, le découpage de leurs viandes, ainsi que la collecte et l'assèchement des peaux de moutons. La fête d'Aïd Al Adha constitue une

occasion pour les jeunes désirant gagner un peu d'argent, de se lancer dans le métier d'égorgeur, une activité qui rapporte gros en ces temps de fête. Les tarifs proposés par les bouchers qui proposent ce genre de services, varient entre 100 et 250 dirhams, en fonction de la taille du mouton et si des services supplémentaires sont demandés par le client, comme par exemple le nettoyage des tripes.

Les ménages marocains se préparent à célébrer l'Aïd El Kebir, également par l'acquisition des ustensiles utilisés dans la grillade de la viande (barbecues, planches, grilles), et autres matériaux de cuisine comme les bassines et les poêles de différentes

formes et tailles. Sans oublier les brochettes en métal ou en bois, très utilisées pendant l'Aïd, pour réaliser toutes sortes de grillades au feu de bois.

On remarque également qu'un grand élan de solidarité marque la fête du sacrifice, par la profusion d'actes de solidarité de la part des âmes charitables qui n'hésitent pas à aider les familles nécessiteuses à acheter le mouton de l'Aïd.

En définitive, il apparaît clairement que les métiers saisonniers qui réapparaissent à l'occasion d'Aïd Al Adha ont su résister aux différentes mutations opérées au sein de la société notamment sur le plan culturel. ■

M. Lourhzal

Gestion des déchets

Casablanca se mobilise pour un Aïd Al Adha propre !

La commune de Casablanca se retrouve comme chaque année, face au défi d'assurer la propreté des rues et avenues de la métropole, en cette période de l'année, où la production de déchets est particulièrement élevée. Une campagne destinée à distribuer les sacs en plastique, afin de faciliter la gestion des déchets a été entamée plusieurs jours avant le jour d'Aïd Al Adha.

De leur côté, les citoyens sont appelés à faciliter la tâche aux agents de la propreté, en évitant de jeter les déchets liés à l'abattage des moutons sur la voie publique.

Comme chaque année, les ressources humaines travaillant dans le domaine de la collecte des déchets, ainsi que le nombre de ca-



mions utilisés pour cette opération, seront augmentés afin de gagner ce gros défi, qu'est la propreté et la

préservation des bonnes conditions sanitaires pendant et après Aïd Al Adha 2022. ■



Opération Marhaba 2022, Saison estivale, Aïd Al Adha

Ensemble soyons responsables, ne gâchons pas tout !

Aïd Al Adha 1443-2022 coïncide avec la saison estivale et le retour massif des Marocains Résidant à l'Étranger (MRE) dans leur pays natal pour célébrer cette fête religieuse en famille. Au même moment, la situation épidémiologique au niveau national devient alarmante.

Après plusieurs semaines de stabilité, le Maroc enregistre depuis quelques jours, une hausse considérable des cas d'infections et de

décès dus au Covid-19. Dans son bulletin quotidien de l'évolution de la situation épidémiologique (5 juillet 2022), le ministère de la Santé et de la Protection Sociale a fait état de 3.849 cas d'infection au Coronavirus et 11 nouveaux

décès en l'espace de 24 heures. Le département de Khalid Aït Taleb a indiqué que depuis le 3 mars 2020, date de notification du premier cas de Covid-19 dans le Royaume, 16.131 personnes ont perdu la vie à cause de la pandémie. Cela



arrive alors qu'une quatrième vague du Sars-Cov2 et une deuxième vague d'Omicron déferlent au Maroc. A cet égard, le ministère de la Santé a appelé à plus de vigilance. Afin d'éviter une rechute épidémiologique qui nous ferait revenir à la case départ, d'autant plus que Aïd Al Adha est une occasion pour les retrouvailles familiales, avec toutes les coutumes et traditions qui vont avec.

Covid-19 reprend de la virulence, redoublons de vigilance

Joint par Le Reporter, le chercheur en politiques et systèmes de santé, Dr. Tayeb Hamdi, a indiqué que face à la résurgence de nouveaux cas d'infection au Coronavirus, les Marocains sont appelés à redoubler de vigilance, tout en renforçant leur immunité collective en

complétant leurs schémas vaccinaux. «Le taux de positivité, qui était de -1% il y a quelques semaines, est actuellement de plus de 20%. Le taux de reproduction du virus est lui aussi en hausse ainsi que le nombre de décès. «Cette hausse est due à un relâchement en ce qui concerne le respect des mesures barrières (...))», a-t-il poursuivi, faisant savoir que «la population marocaine bénéficie d'une immunité hybride, 2/3 des Marocains ayant reçu au moins 2 doses, et un Marocain sur 5 sa troisième dose». Dr. Hamdi a noté, toutefois, que «l'immunité hybride protège contre les formes graves de la maladie», mais qu'«au fil du temps, cette immunité n'est plus aussi efficace». Dans ce sens, il a indiqué que depuis des semaines déjà, le Maroc fait face au variant BA.5 qui prend la place du BA.2, un variant du Covid-19 extrêmement transmissible. «Ce sous-variant présente les mêmes symptômes que ceux du variant delta, en plus de la diarrhée, des nausées, des vertiges et des vomissements», a ajouté Tayeb Hamdi, notant que le variant BA.5 bénéficie d'un «échappement immunitaire», dans la mesure où l'immunité acquise soit par le vaccin soit par la contamination est directement contournée par le BA.5.

La vaccination, une nécessité absolue

Suite à la recrudescence de cas positifs au Covid-19, le ministère de la Santé et de la Protection Sociale a recommandé le renforcement de l'immunité par une troisième dose quatre mois après l'injection de la deuxième dose chez les personnes incomplètement vaccinées. Ceci intervient dans le cadre de l'actualisation de la Stratégie Nationale de Vaccination contre le Sars-C'ov-2, qui est basée sur la prévention primaire par la vaccination pour limiter la propagation du virus. Afin de consolider les acquis enregistrés par notre pays dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Covid-19, le ministère a également appelé à

l'administration d'une dose de rappel, six mois après la troisième dose particulièrement chez les personnes âgées de plus de 60 ans et celles ayant des co-morbidités à partir de 18 ans. En cas d'infection récente de Covid-19, la dose de rappel peut être administrée quatre semaines après la fin de l'épisode infectieux, a-t-on précisé de même source. S'agissant du déroulement de la saison estivale 2022, le ministère de la Santé a appelé les citoyens, à saisir cette occasion pour compléter leurs schémas vaccinaux. Sur ce point, Tayeb Hamdi, rappelle que les doses de rappel du vaccin anti-Coronavirus sont très importantes, surtout pour les personnes âgées et celles souffrant de maladies chroniques.

Aux Marocains de faire preuve de responsabilité

Pour permettre aux Marocains de passer leurs vacances d'été et célébrer Aïd Al Adha dans des conditions normales, les autorités marocaines ont levé toutes les restrictions sanitaires qui étaient en vigueur depuis mars 2020 (rassemblements, déplacements inter-villes, présentation du Pass sanitaire pour accéder aux espaces publics...). Aussi, la Fondation Mohammed V pour la Solidarité veille au bon déroulement de l'opération Marhaba-2022, destinée à accompagner les flux croissants des Marocains résidant à l'étranger à leur retour au Maroc, pendant la période estivale, après deux ans d'éloignement forcé à cause de la pandémie. Par conséquent, il est du devoir des Marocains de faire preuve de responsabilité, notamment en reprenant les gestes barrières, comme le port du masque de protection dans les endroits clos et dans les lieux qui connaissent une forte affluence, le respect de la distanciation physique et des règles d'hygiène (désinfection des mains à l'aide du gel hydro-alcoolique, éternuer ou tousser dans le pli de son coude, veiller à ce que le renouvellement de l'air soit assuré régulièrement). ■

ML

SCANDALE

Ceux qui s'approprient, commercialisent, détruisent les écoles publiques

Dégradation des écoles, pas assez de classes pour les élèves, des associations qui s'approprient des établissements scolaires «démolis» pour faire à leur place des projets commerciaux, etc. Certains sont aujourd'hui vides et à l'état de ruines. D'ici peu, ces écoles pourraient disparaître du paysage, selon des responsables d'établissements. Reportage.

ent



Associatifs, enseignants et parents s'inquiètent de la disparition des établissements scolaires dans le centre ville de Casablanca.

Depuis plus d'une vingtaine d'années, la scolarité des élèves dans le centre ville est rythmée par les contestations des enseignants et parents d'élèves, selon un professeur.

«L'état des écoles continue de se détériorer». «On a l'impression qu'on ne mise plus sur l'enseignement public», se désole ce professeur. L'infrastructure est terrible, dit-il. Enseignants et élèves paient le prix de cette situation. «Lorsque nous entrons, nous trouvons des fenêtres et des portes qui sont cassées, on est toujours dans les courants d'air», déplore-t-il. «Pas de terrain, ni de vestiaire pour le sport...», poursuit cette même source, qui ne mâche pas ses mots.

La situation est particulièrement dégradée dans certains quartiers de la capitale économique, où le ministère de tutelle, responsable des bâtiments, «n'intervient pas», juge un associatif, militant pour la défense de l'école publique au niveau de la préfecture d'Anfa. «Des dizaines d'établissements sont laissées à l'abandon sans que des travaux ne soient effectués», et cet associatif d'ajouter à ce sujet que des classes seront supprimées à la prochaine rentrée dans la préfecture d'Anfa.

Des responsables d'établissements scolaires confirment les dires de cet associatif. Ils affirment que la capacité d'accueil a été réduite dans certaines écoles. «Tous les établissements, qui tournent au ralenti, vont être fermés», assure un ancien directeur d'école, ajoutant que chaque année une ou deux écoles sont fermées. «Il y a vingt ans, la préfecture de Casa-Anfa, par exemple, comptait une cinquantaine d'établissements publics (primaire, collège et lycée). Actuellement, cette préfecture n'en totalise qu'une trentaine seulement», regrette ce responsable retraité, sous →



L'école Al Kindi est fermée depuis plus d'une décennie. Le bâtiment est dans un état de total abandon



L'école Ziraoui sert de refuge pour les habitants ayant été obligés d'évacuer leurs habitations situées dans la zone concernée par le projet de l'Avenue Royale

→ anonymat. Il ajoute, non sans désolation, que plusieurs écoles ayant été fermées ont été démolies et remplacées par des projets. «Des écoles publiques sont classées patrimoines urbanistiques, mais elles ont pourtant disparu», dit-il, précisant que les explications avancées est que ces écoles menacent ruine ou que les élèves inscrits quittent pour s'inscrire dans le privé.

Pourquoi est-on arrivé à cette situation ?

À Casablanca, des dizaines d'écoles publiques ont disparu du paysage. Elles sont passées entre les mains d'investisseurs ou d'associations. D'autres, vu leur état de vétusté très avancé, risquent aussi de l'être dans les prochaines années. «Tous les établissements fermés et détruits sont ciblés par un lobby de promoteurs immobiliers et d'investisseurs et ce, particulièrement au centre ville où le mètre carré avoisine les 25.000 dirhams voire plus», avancent des associatifs, ce qui menace, disent-ils, toutes les écoles publiques de cette zone de la capitale économique. On essaie aussi de diminuer les effectifs des classes existantes pour justifier la fermeture des écoles, poursuivent les mêmes sources. «Parmi les établissements démolis, certains ont été trans-



Collège Moulay Youssef, communément connu sous le nom de «Madraste Al Kobba» a été démoli il y a plus d'une vingtaine d'années. A sa place, une mosquée, des terrains de sport, un restaurant, un café et un conteneur pour congeler le poisson

formés en projets au profit d'associations», lancent des représentants d'ONG, qui pointent aussi certains responsables au ministère de l'éducation, qu'ils qualifient de «généralistes d'enseignement».

Rien qu'au niveau de la Préfecture de Casa-Anfa, des dizaines d'écoles ont connu le même sort. La majeure partie d'entre elles ont été construites pendant le protectorat. Ces écoles ont été déclarées bonnes à démolir après qu'elles ont été laissées à l'abandon. Elles sont passées dans des conditions parfois troubles à des associations qui se présentent comme étant actives dans le développement durable ou dans la promotion du sport, souligne notre associatif, militant pour la défense de l'école publique à Anfa.

Celui-ci connaît bien ces écoles. Au fil des années, il a repéré bon nombre d'entre-elles passer entre les mains d'associations. Pour lui, cette situation désastreuse des écoles dans ce périmètre du centre ville est à mettre au bilan de la politique menée pour évacuer les habitants de toute la zone concernée par le projet de l'Avenue royale qui se trouve aujourd'hui dans l'impasse.

Le Reporter s'est rendu lundi 27 juin, dans cette zone et le constat était on ne peut plus inquiétant. Avec notre inter-

locuteur associatif, nous avons parcouru les rues de Tazarine, Maréchal Fayoul, Goulmima, Bourdeau, Ziraoui, Taourirt, Driss Al Jai, etc. Ces zones forment une partie du projet de l'Avenue royale. Elles ont été le théâtre de la plus grande opération de démolition d'établissements scolaires dont le patrimoine de certains d'entre eux remonte aux années 20 du siècle dernier.

C'est par exemple le cas de collègue Moulay Youssef, qui s'appelait aussi Ecole de la Ferme Blanche. Connue communément sous le nom de «Madraste Al Kobba» (école de la coupole), cet établissement, d'une grande superficie donnant sur la rue Goulmima, était la première école qui disposait d'une branche consacrée à la formation professionnelle.

Malheureusement, cette école située à proximité de la Mosquée Hassan II, a été détruite il y a plus d'une vingtaine d'années. Sur les lieux, on trouve aujourd'hui une mosquée, des terrains de foot, un restaurant, un café et un conteneur pour congeler le poisson. Des caméras de vidéosurveillance ont été installées sur les lieux.

Sur les documents, et dans le cadre d'un partenariat inscrit dans l'INDH, l'Association Attawassoul était censée gérer un terrain de proximité pendant une durée limitée, mais le fait est que →

Des chiffres inquiétants

Plus de 200 écoles publiques ont été fermées à travers le pays entre 2008 et 2018. Quelque 135

écoles primaires se trouvent principalement à Rabat et Casablanca, selon les chiffres officiels.

Résultats de cette politique de fermeture d'établissements publics, les écoles privées ont commencé à prospérer encore plus dans le pays. Une étude réalisée, en 2015, par le centre de recherche Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights, sur l'éducation au Maroc, dévoile que 70 à 80 % d'élèves sont scolarisés dans le privé. Au total, 12.000 enseignants sont partis en retraite anticipée, et 7.000 en retraite régulière. Pour combler le vide causé par les fermetures des écoles publiques, le ministère de tutelle a décidé d'opter pour une stratégie basée sur un partenariat public-privé. C'est dans ce cadre que quelque 11.000 enseignants ont été recrutés sous contrats à durée déterminée. ■

Etablissement scolaires

2,7 milliards de DH mobilisés pour la réhabilitation, en 2022

Le ministre de l'Éducation nationale, du préscolaire et des sports, Chakib Benmoussa, a fait état le 27 juin à Rabat de la mobilisation de 2,6 milliards de dirhams destinés à la réhabilitation des établissements scolaires en 2022 et programmés dans le cadre des budgets des Académies régionales d'éducation et de formation (AREF).

Dans sa réponse à une question orale à la Chambre des représentants sur «La réhabilitation des infrastructures scolaires», le responsable gouvernemental a souligné que son département accorde un intérêt particulier au chantier de réhabilitation des établissements scolaires, surtout dans le milieu rural et périurbain.

Le ministre a précisé, à ce sujet, qu'il a été procédé à la réhabilitation de 1.452 classes basées en majorité dans le monde rural, outre l'alimentation en eau potable ou encore l'installation de fontaines d'eau dans 1.168 établissements scolaires et la connexion au réseau électrique ou encore l'installation de panneaux photovoltaïques au profit de 839 écoles. À cela s'ajoutent, la mise en place de locaux sanitaires dans 1.330 établissements scolaires et de murailles au niveau de 6467 autres. Le ministre a, également, fait savoir que le ministère poursuivra le chantier de remplacement de classes préfabriquées, surtout celles contenant de l'amiante.

Évoquant, par ailleurs, le programme de réduction des disparités territoriales et sociales dans le monde rural, il a fait état de la réhabilitation de 1.402 établissements scolaires dont 1.151 totalement reconstruites depuis le lancement effectif de ce programme en 2017, soulignant que son département œuvre en concertation avec l'ensemble des intervenants sur les plans régional et provincial partenaires dans ce programme ou encore dans le cadre de conventions de partenariat avec les régions. ■



L'école Abdelwahed Al Marrakechi passée entre les mains d'une Association qui a ouvert des projets commerciaux devant l'établissement

→ cela devient un vrai projet d'investissement, explique notre source, non sans colère. «C'est une vraie mafia qui ciblent les écoles publiques. Elle cherche à mettre la main sur ces établissements. Pour cela, on essaie de faire croire que ces écoles menacent ruine pour procéder à leur fermeture avant de passer à l'action», selon lui. C'est aussi le cas, à deux pas de l'école de «Madrasst Al Kobba», de l'école El Hariri. Cette école, qui donne sur la rue de Maréchal Fayoul, figurait parmi les premières démolitions d'écoles publiques à Casa-Anfa. Cette école accueillait plus de 2.000 élèves, il y a encore quelques années, regrette notre interlocuteur.

On voit des terrains de sport qui ont été réalisés à la place de la défunte école. Ils sont loués à 600 dirhams l'heure, selon notre associatif. «Normalement, il était question de gérer -pendant une durée limitée- un terrain de proximité à des prix très symboliques au profit des populations de la zone. Mais, l'Association en charge des lieux a conclu plusieurs conventions avec de grandes entreprises de la place pour louer les terrains à 600 dirhams», déplore la même source.

Dans la même zone, selon notre accompagnateur, en plus de ces écoles qui sont démolies et passées entre les

maines d'associations, d'autres par contre ont été fermées et sont rendues inaccessibles aux élèves. C'est le cas de l'école Al Kindi, rendue inaccessible aux élèves depuis maintenant plus d'une décennie, raconte cet associatif. Le résultat de plusieurs années d'abandon est sans appel, dit-il.

L'état de cette école est plus qu'inquiétant: le bâtiment est dans un état de total abandon, ouvert à tous les vents, a-t-on constaté lors de notre reportage. L'école est sinistrée. Il a fallu attendre le délabrement de l'édifice pour que l'on réagisse, lance notre associatif, ajoutant qu'un partenariat a été signé pour transformer l'école en un institut de formation en entrepreneuriat et au middle management «Académie de l'entrepreneur».

Sur la même rue, ironie du sort, l'état délabré d'un autre établissement, l'école Ibn Baja, était tel qu'il a entraîné sa fermeture, ajoute toujours notre accompagnateur. Dans le cadre d'un partenariat, cet établissement va passer entre les mains de la fondation Jaouda qui procédera à sa rénovation pour en faire une école du préscolaire dédiée à la deuxième chance. «On détruit une école, où l'élève trouve sa première chance de scolarisation, pour en faire une autre de 2^e chance !», lance l'associatif, non sans moquerie.



L'école Omar Al Khiyame
passée entre les mains
de deux Associations

Certaines écoles servent actuellement comme refuge pour les habitants ayant été obligés d'évacuer leurs habitations situées dans le même secteur. Plusieurs d'entre eux vivent d'ailleurs dans l'école Ziraoui, a-t-on constaté lors de notre reportage. «Cela fait maintenant une décennie qu'ils sont là», nous dit un habitant riverain.

Située juste en face, on voit un bâtiment flambant neuf : une résidence pour les étudiants de la faculté privée de médecine, avec des projets commerciaux. Ce n'est que l'école Ibn Abbad, laquelle a été détruite et passée entre les mains d'une association, en charge du projet.

Tous les projets, qui ont ouvert au niveau de ces écoles reprises par des associations, auront encore plusieurs années d'exploitation avant que des lobbies ne mettent la main sur ces bâtiments, souligne la même source, qui évoque aussi le cas de l'école Omar Al Khiyam, qui se trouve à deux pas de l'école Ibn Baja. Selon un élu à l'arrondissement de Sidi Belyout, les projets de commerce ont été créés sans autorisation et auraient rapporté des millions d'argent «en toute opacité», dit-il. «Si on avait utilisé cet argent pour le projet de l'Avenue royale on aurait pu le faire aboutir depuis longtemps», a commenté ce même élu, qui dit avoir interpellé les porteurs de ce projet, la Sonadac, lors d'une session ordinaire de l'arrondissement de Sidi Belyout. ■

Naïma Cherii



L'école Moulay Soulaymane
aujourd'hui fermée



Échanges extérieurs du Maroc

Quels indicateurs de L'Office des c

Dans son bulletin mensuel sur les indicateurs des échanges extérieurs du Maroc à fin mai 2022, l'Office des Changes passe en revue le déficit commercial, le flux des IDE, les recettes voyages, les transferts des MRE, ou encore les exportations de phosphates... Arrêt sur ces indicateurs édifiants à plus d'un titre.



La note de l'Office des Changes relève ainsi que le déficit commercial du Maroc a atteint près de 116,8 milliards de dirhams (MMDH) à fin mai 2022. Soit une hausse de 36,9% par rapport à la même période une année auparavant ! L'Office explique que pour les cinq premiers mois de l'année 2022, les importa-

tions ont grimpé de 39,2% à plus de 82,55 MMDH et les exportations ont progressé de 40,7% à 51,06 MMDH, soulignant que le taux de couverture s'est situé à 60,2%. La hausse des importations de biens concerne la quasi-totalité des groupes de produits, note l'Office, précisant que la facture énergétique a plus que doublé à 54,64 MMDH à fin mai 2022. Cette évolution fait suite, essentiellement, à la hausse des

approvisionnements en gas-oils et fuel-oils (+14,02 MMDH) due à l'élévation des prix qui ont presque doublé (9.110 DH/T contre 4.597 DH/T). En parallèle, les quantités importées ont enregistré une hausse de 8,6%.

Les importations des produits alimentaires, elles, ont affiché une hausse de 31,8%, du fait, essentiellement, de l'augmentation importante des achats d'Orge (2,99

changes à fin mai 2022 ?

MMDH). Les approvisionnements en blé ont augmenté de 14,8%.

En ce qui concerne les exportations, leur accroissement concerne la totalité des secteurs, essentiellement, les phosphates et dérivés, le secteur de l'automobile et celui de l'agriculture et agroalimentaire.

Côté voyages, bonnes nouvelles. Les recettes ont presque doublé, dépassant 12,88 milliards de dirhams (MMDH) à fin mai 2022, contre 7,44 MMDH durant la même période de 2021. Tandis que les dépenses se sont situées à 5,36 MMDH à fin mai dernier, soit un niveau en dessous de celui des années avant crise sanitaire (7,94 MMDH en 2019). Selon l'Office des Changes, le solde excédentaire des voyages, principale composante des échanges de services, a affiché une hausse de 10,82 MMDH.

La balance des échanges de services a enregistré un excédent en hausse de 78,3% à fin mai 2022 à 30,63 MMDH, contre 17,18 MMDH en mai 2021.

Cette évolution s'explique par une hausse de 44,8% des exportations à 67,73 MMDH, plus importante que celle des importations qui fait état d'une évolution de 25,3%, précise l'Office.

En ce qui concerne le flux net des Investissements Directs Etrangers au Maroc (IDE), il a atteint plus de 7,7 milliards de dirhams (MMDH) à fin mai 2022, en hausse de 10,8% par rapport à la même période un an auparavant. Une évolution, note l'Office des Changes, attribuable à une baisse des dépenses de 17,2% à 4,4 MMDH, plus importante que celle des recettes à 12,1 MMDH (-1,4%).

Quant aux investissements Directs Marocains à l'Etranger (IDME), ils se sont situés à 7,08 MMDH à fin mai 2022, affichant une baisse de 2,5% par rapport à la même période de l'année précédente. Tandis que les cessions de ces investissements ont porté sur un montant de 5,51 MMDH, en baisse de 6,1%. Ainsi, le flux net des IDME a augmenté de 12,4% à 173 millions de dirhams.■

MRE. Les transferts dépassent 38 MMDH, en hausse de 5%

Les transferts de fonds effectués par les Marocains Résidents à l'Étranger (MRE) se sont établis à plus de 38,31 milliards de dirhams (MMDH) à fin mai 2022 contre 36,47 MMDH une année auparavant, indique l'Office des changes.

Ces transferts ressortent ainsi en hausse de 5% (+1,83 MMDH), précise l'Office dans son bulletin sur les indicateurs mensuels des échanges extérieurs du mois de mai.■



Phosphates et dérivés

Les exportations ont doublé à fin mai



Les ventes des phosphates et dérivés ont presque doublé pour atteindre plus de 47,62 milliards de dirhams (MMDH) à fin mai

dernier contre 24,27 MMDH à fin mai 2021, peut-on lire dans la note de l'Office des changes sur les indicateurs mensuels des échanges extérieurs, pour les 5 premiers mois de l'année 2022.

Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des ventes des engrais naturels et chimiques (+17,96 MMDH) due à l'effet prix qui a plus que doublé (8.354 DH/T à fin mai 2022), explique l'Office. En revanche, les quantités exportées ont baissé de 10,2%, est-il précisé dans la note.■

Les exportations du secteur agricole et agroalimentaire en hausse de 24%

L'Office des changes fait également état d'une hausse des exportations du secteur agricole et



agroalimentaire de 24% à 40,25 MMDH, suite à l'augmentation simultanée des ventes de l'industrie alimentaire (+28,9%) et de l'agriculture, sylviculture et chasse (+19,6%). Pour rappel, les exportations de marchandises se sont chiffrées à 176,4

MMDH à fin mai 2022, contre 125,3 MMDH un an auparavant. Soit une croissance de 40,7%.

Cet accroissement concerne les exportations de la totalité des secteurs, essentiellement, celles des phosphates et dérivés, du secteur de l'automobile (les exportations de l'automobile ont augmenté de 24,4% à 41,35 MMDH à fin mai 2022) et celles de l'agriculture et agroalimentaire.■

L'AMDIE présente les atouts du Maroc aux investisseurs sud-coréens

L'Agence Marocaine de Développement des Investissements et des Exportations (AMDIE), en partenariat avec l'ambassade du Maroc à Seoul, a organisé en Corée du sud, du 4 au 6 juillet 2022, un road show de présentation et promotion des atouts du Maroc à travers la marque nationale de l'investissement et de l'export «Morocco Now».



Ce road show a été ponctué par une série de rencontres d'affaires, des réunions B2B et rendez-vous avec les grands décideurs de l'industrie Coréenne, représentants

de secteurs tels que l'automobile, l'énergie ou l'agro-alimentaire, ainsi qu'un grand symposium et un dîner sur l'environnement des affaires au Maroc.

L'évènement a également compris une conférence de présentation autour des grandes lignes et objectifs de la marque «Morocco Now», déployée afin de promouvoir le Maroc comme destination mondiale d'investissements et d'affaires à l'international. «Morocco Now» vise, en effet à faire rayonner le Maroc comme plateforme industrielle et exportatrice de premier rang afin d'accélérer les investissements étrangers. Elle entend aussi renforcer le positionnement du Maroc sur l'échiquier du commerce et de l'investissement international. Cette plateforme met également en avant la durabilité, la compétitivité et la flexibilité, qui reflètent le dynamisme économique du Maroc.

L'arrivée de la «Morocco Now» en Corée du Sud, 4ème puissance économique du continent asiatique, intervient à un moment à forte charge historique, Rabat et Séoul célébrant cette année les 60 ans de leurs relations diplomatiques. Depuis l'établissement de ces relations, Rabat

et Séoul ne cessent d'afficher leur volonté de renforcer leur partenariat et d'élever leur coopération à un niveau supérieur dans divers domaines. Notamment, l'industrie automobile, le textile, les nouvelles technologies, l'électronique, ou encore les énergies renouvelables. L'élargissement de la coopération à l'Afrique a conféré un caractère hautement stratégique à la coopération bilatérale.

Dans un entretien accordé à l'agence de presse sud-coréenne Yonhap, le directeur des investissements de l'AMDIE, Saber Chbani Idrissi, a souligné: «Les relations économiques entre la Corée et le Maroc sont bonnes mais sont à développer. Plusieurs entreprises coréennes sont installées au Maroc comme Hands Corp. (usine à Tanger) et Yura Corp. (à Meknès) dans l'automobile, mais nous avons encore beaucoup de choses à accomplir ensemble. Le nombre d'entreprises coréennes installées au Maroc est clairement appelé à se développer».

Mettant en avant l'AMDIE comme agence centrale qui représente le gouvernement, Saber Chbani Idrissi a expliqué que l'objectif central

est d'attirer les investisseurs étrangers et de leur offrir l'accès à plus de 1,5 milliard de consommateurs africains, européens et américains, grâce à la cinquantaine d'accords de libre-échange conclus par le Maroc, à sa position géostratégique unique au carrefour de l'Europe et de l'Afrique et à sa stabilité politique et économique. Il a souligné les avantages dont bénéficierait une entreprise sud-coréenne qui déciderait de s'installer au Maroc. Notamment en termes d'exportations sans droits de douane vers les pays cités, en plus de la jeunesse, la disponibilité, la qualification et le coût de la main-d'œuvre. S. Chbani Idrissi n'a pas non plus manqué de rappeler que le Maroc est engagé dans une économie durable, faisant savoir qu'en 2022, 42% de l'électricité consommée au Royaume est produite grâce à de l'énergie verte, avec l'ambition de porter ce chiffre à 52% en 2030. «Nous avons une situation géographique qui nous permet d'avoir du soleil, du vent et de l'eau. Toutes ces caractéristiques font que nous proposons aux industries d'être totalement décarbonées», a-t-il conclu ■

L'OFPPPT fait le point des avancées de son plan d'action

Réuni le 28 juin 2022 à Rabat, le Conseil d'administration de l'OFPPPT a examiné les réalisations de l'Office et son bilan financier pour l'exercice 2021, ainsi que la concrétisation des chantiers structurants de la nouvelle feuille de route pour le développement de la formation professionnelle.

Présidant le Conseil, le ministre de l'Inclusion économique, de la Petite entreprise, de l'Emploi et des Compétences, Younes Sekkouri a mis l'accent sur le renforcement de la gouvernance de l'OFPPPT. Et ce, à travers la mise en place du comité de stratégie et des investissements pour le pilotage d'études stratégiques pour le compte du Conseil d'Administration, l'examen des projets d'investissement et les plans pluriannuels. A travers aussi la création d'un comité ad-hoc chargé de l'élaboration des chartes et règlements intérieurs du Conseil d'Administration ainsi que l'évaluation de sa gouvernance. Ces deux comités viennent s'ajouter aux comités de Gestion et d'Audit. Le ministre a également soulevé la nécessité de réformer le système de la formation continue, ainsi que le positionnement de l'OFPPPT en tant que principal opérateur de ce dispositif, notamment à travers les Cités des Métiers et des Compétences.

Pour sa part, la DG de l'OFPPPT, Loubna Tricha a mis en exergue les faits saillants de l'année 2021, en matière de réalisation de la carte de formation, avec une stabilisation de la capacité d'accueil à 400.000 places pédagogiques et une réalisation à hauteur de 80% soit plus de 321.700 stagiaires en formation dont plus de 221.000 en formation diplômante. Le focus a également été mis sur le renforcement du dispositif grâce au démarrage de 9 nouveaux Instituts de formation relevant de l'OFPPPT garantissant 2760 places pédagogiques en 1ère année, en plus de la mise en place de 2 maisons de stagiaires. 7 autres Etablissements ont ouvert leurs portes en 2021/2022, dont 6 réalisés en partenariat avec la Fondation Mohammed V pour la Solidarité et 1 avec la Fondation Mohammed VI pour la Réinsertion des Détenus. Ces 7 Centres offrent une capacité de 696 places pédagogiques en 1ère année.

Le projet de mise à niveau intégrée, de son côté, avance à pas sûrs, avec l'extension, l'aménagement et la réhabilitation de 15 établissements au niveau des régions de Rabat-Salé-Kénitra, Casablanca-Settat, Fès-Meknès, ainsi que des Provinces du Sud.

Concernant le programme des Cités des Métiers et des Compétences, l'année 2021 s'est caractérisée par l'achèvement des travaux de construction des 3 Cités des Métiers et des Compétences des régions de Souss-Massa, Oriental et Laâyoune-Sakia El Hamra dont l'ouverture est prévue pour la rentrée 2022/2023. En plus de la poursuite des travaux de deux CMC de Tanger-Tétouan-Al Hoceima et de Béni Mellal-Khénifra.

D'autre part, l'OFPPPT a entamé les chantiers de construction des CMC de Casablanca-Settat, Marrakech-Safi, Fès-Meknès, Drâa-Tafilalet, Rabat-Salé-Kénitra, ainsi que la Région de Guelmim-Oued Noun.

Dans le cadre de la restructuration de l'offre de formation, un nouveau répertoire a été mis en place comptant 164 nouvelles filières créées, 162 filières restructurées et 39 filières maintenues, soit un total de 365 filières.

De plus, les parcours de formation ont été renforcés via le rajout d'un semestre complémentaire pour les secteurs Gestion et Commerce et Hôtellerie Tourisme et la généralisation du niveau qualification sur 2 ans.

Et pour une meilleure adéquation avec les besoins réels et évolutifs du marché de l'emploi, l'OFPPPT a mis en place de nouveaux programmes d'excellence dans leurs phases pilotes. Il s'agit du programme VET by EHL conçu en partenariat avec l'Ecole Hôtelière de Lausanne, qui vise à reproduire les meilleures pratiques et standards internationaux du secteur Tourisme/Hôtellerie.

L'OFPPPT s'est également appuyé sur l'expertise du partenaire chinois Tianjin College of Com-

merce, pour l'implémentation d'un programme de formation en commerce électronique transfrontalier qui profite, dans sa première promotion, à 120 stagiaires.

Conscient de l'importance de l'entrepreneuriat en tant que voie d'avenir pour ses lauréats, l'OFPPPT a lancé en 2021 le programme d'innovation entrepreneuriale, élaboré conjointement avec l'UM6P, dans trois régions du Royaume: Souss-Massa, Laâyoune-Sakia El Hamra et l'Oriental, en plus de la province de Benguérir. Le programme est déployé dans 55 établissements et bénéficie actuellement à plus de 18.800 stagiaires.

En 2021, il y a également eu le lancement du projet de mise en place d'une plateforme d'orientation, qui vise à offrir aux jeunes un espace interactif et intuitif et des services d'accompagnement clés en main tout au long du parcours de formation et après l'obtention de leur diplôme, pour une insertion professionnelle réussie. Une importance croissante a été également accordée à la valorisation du capital humain et au perfectionnement des compétences managériales des collaborateurs avec la réalisation de plus de 176 sessions de formation, soit 6900 journées de formation.

A noter que la réalisation du plan d'action de l'exercice 2021 a nécessité un budget global de 4.770,3 MDH contre 4.504,4 MDH l'année passée, soit une augmentation de 6%.

Après l'approbation du bilan 2021, le ministre a rappelé les chantiers en cours relatifs à la réforme de la formation continue, la mise en place du Cadre National des Certifications et la création des nouveaux centres de formation en milieu rural et périurbain et ce, en partenariat avec le secteur public/privé.

Enfin, Monsieur le Ministre a mis l'accent sur le programme de formation en entrepreneuriat mobilisant la synergie de l'OFPPPT et l'ANAPEC. ■



Bank Of Africa réussit la 4ème édition de

Bank Of Africa (BOA) a annoncé avoir clôturé avec succès la 4ème édition de son programme national d'Open Innovation territoriale SMART Bank et dépassé la barre des 30.000 étudiants sensibilisés à l'entrepreneuriat.



Bank Of Africa a en effet annoncé avoir clôturé le 30 juin 2022 la 4ème édition du programme national d'Open Innovation territoriale SMART Bank, un dispositif qui réunit l'ensemble des acteurs du territoire au profit du développement de l'économie locale. Mis en place en collaboration avec les universités, les Centres Régionaux d'Investissement (CRI) et plusieurs entreprises partenaires, ce programme vise à

encourager les porteurs d'idées et jeunes startups à proposer des solutions innovantes, quel que soit leur stade de maturité, en réponse à des problématiques soumise par les différentes parties prenantes du dispositif, explique BOA dans un communiqué.

Basé sur des challenges régionaux, puis nationaux, le programme SMART Bank vise à accompagner ses bénéficiaires pour une accélération de leur projet et tester ainsi l'impact des solutions proposées à travers formations et mentorat,

assurés par des experts métiers lors de bootcamps organisés conjointement avec les partenaires locaux de BOA. L'objectif est de contribuer à développer chez les différents participants un certain nombre d'attitudes, d'aptitudes et des compétences utiles pour mener à bien un projet entrepreneurial.

Lancé en 2019, le programme a rassemblé dans cette 4ème édition, plus de 12.000 jeunes sensibilisés à l'entrepreneuriat, près de 250 porteurs d'idées accompagnés à travers plus de 200

le SMART Bank

heures de formation et 29 projets finalistes confrontés au niveau national et ce, grâce à la mobilisation de 10 régions du Royaume et des partenaires locaux. Il s'agit des régions de Rabat-Salé-Kenitra via l'Université Mohammed V de Rabat et son Centre d'entrepreneuriat, Tanger-Tétouan-Al Hoceima via l'Université Abdelmalek Essaâdi (UAE), du CRI Tanger-Tétouan-Al Hoceima, Souss-Massa via l'université Ibn Zohr (UIZ), du CRI Souss-Massa, Guelmim-Oued Noun via l'UIZ, du CRI Guelmim-Oued Noun, Draâ-Tafilalet via l'UIZ et du CRI Draâ-Tafilalet et Dakhla-Oued Eddahab via l'UIZ.

Ce programme a connu, également, la mobilisation des régions Laayoune-Sakia El Hamra via l'UIZ, le CRI Laayoune-Sakia El Hamra, Marrakech-Safi via l'université Cadi Ayyad & la Cité de l'Innovation de Marrakech, le CRI Marrakech-Safi, Casablanca-Settat via la la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Ain Chock, le CRI Casablanca-Settat, Casa Baia et Casa Transport et Fès-Meknès via l'Université Euromed de Fès et le CRI Fès-Meknès.

Lors de la cérémonie de remise des prix organisée le 30 juin, 15 projets sur les 29 finalistes ont été validés par le jury pour accompagnement, dont 3 gagnants qui se sont partagé un gain de 45.000 dirhams et intégreront directement le réseau d'incubateurs BlueSpace de Bank Of Africa et partenaires.

A ce jour, le programme SMART Bank a pu sensibiliser plus de 30.000 étudiants à l'entrepreneuriat et ce, à travers ses différentes éditions, sur l'ensemble du territoire national, renforçant ainsi le positionnement de Bank Of Africa en tant que banque innovante et partenaire privilégié des jeunes, pour les soutenir dans leur lancée professionnelle, les aider à donner vie à leurs idées et leur faciliter l'intégration dans le marché du travail, conclut le communiqué de BOA. ■

Attijariwafa Bank clôture avec succès une émission obligataire

Attijariwafa bank a clôturé avec succès l'émission d'obligations subordonnées perpétuelles avec mécanisme d'absorption de pertes et d'annulation de paiement des coupons d'un montant global de 1 milliard de dirhams.

Lancée le 24 juin dernier, cette opération a été sursouscrite 1,16 fois, fait savoir Attijariwafa Bank dans un communiqué.

Dans le détail, la tranche A, non cotée, avec un taux révisable chaque 10 ans de 4,75% pour les 10 premières années, a été souscrite à hauteur de 100 millions de dirhams (MDH), avec un taux de satisfaction de 100%.

La tranche B, non cotée, avec un taux révisable annuellement de 3,82% pour la première année, a été souscrite, quant à elle, à hauteur de 1,055 MMDH, avec un taux de satisfaction de 85,3%. ■

BOA clôture avec succès l'émission d'un emprunt obligataire subordonné

Bank Of Africa (BOA) a annoncé avoir clôturé avec succès le placement relatif à l'émission d'obligations subordonnées d'un montant global de 1 milliard de dirham (MMDH). «Dans le cadre de cette opération, les investisseurs institutionnels ont exprimé un intérêt certain pour cette émission témoignant ainsi de leur confiance dans le Groupe bancaire panafricain BOA», indique le

Groupe dans un communiqué. A ce titre, 26 investisseurs OPCVM (Organisme de placement collectif en valeurs mobilières) ont participé à cette émission avec une préférence pour la tranche B révisable annuellement, fait savoir le communiqué, notant que le spread de cette émission est ressorti en baisse de 5 points de base (pbs) à 80 points de base, contre 85 bps lors de la précédente émission. ■

Les financements des Banques participatives augmentent de 31,5%

Les financements accordés par les banques participatives ont augmenté, en glissement annuel, de 31,5% à plus de 21 milliards de dirhams (MMDH), indique un document de Bank Al-Maghrib (BAM) sur les statistiques monétaires de mai 2022.

Ces financements se répartissent notamment sur l'immobilier (17,53 MMDH), la consommation (1,18 MMDH), l'équipement (2,04 MMDH) et la trésorerie (95 millions

de dirhams), précise BAM. Parallèlement, les engagements des banques participatives se sont élevés à près de 7,23 MMDH auprès des banques et ce, sous forme principalement de refinancement à travers le produit de «Wakala bil Istithmar» et de dépôts à vue reçus des banques mères, ajoute BAM.

Les comptes chèques et comptes courants ont, quant à eux, grimpé de 31% à plus de 5,9 MMDH, alors que les dépôts d'investissement se sont situés à près de 1,98 MMDH. ■

M2T-FCE

Appel à candidatures pour une franchise Chaabi Cash, formation comprise

Chaabi Cash (M2T) et Fondation Création d'Entreprises (FCE), deux filiales du groupe Banque Centrale Populaire (BCP), respectivement dédiées au transfert d'argent et à l'accompagnement entrepreneurial, lancent un appel à projets du 30 juin au 30 septembre 2022 à destination des personnes physiques et des TPE souhaitant devenir franchisées du réseau Chaabi Cash.



De g.à.d: Younes Oujenha (SG de la FCE) et Omar El Mghari Idrissi (DG de M2T)

Acette occasion, un mémorandum d'entente a été signé entre Omar El Mghari Idrissi, Directeur Général de M2T, et Younes Oujenha, Secrétaire Général de la FCE. Dans le cadre de cet appel à projets, les candidats sélectionnés sur la base d'un formulaire en ligne disponible à l'adresse suivante: (https://bit.ly/CC_FCE_appel_à_projets), bénéficieront gratuitement d'un accompagnement global des experts de la FCE et de M2T en pré et post-crédation de leurs agences Chaabi Cash ainsi que de

formations entrepreneuriales et managériales, avec possibilité de bénéficier du financement de leurs projets et de plusieurs avantages découlant de la synergie avec la BCP.

«Nous souhaitons continuer à accroître notre impact pour faciliter l'accès à l'entrepreneuriat et promouvoir l'employabilité en mettant à la disposition des futurs franchisés du réseau de transfert Chaabi Cash tout un dispositif d'accompagnement par le biais de la formation, de l'assistance et du conseil de nos experts», a affirmé à cette occasion, Younes Oujenha. Pour sa part, Omar El Mghari Idrissi a expliqué que «cet appel à projet marque, au sein de M2T, un nou-

veau cycle de croissance qui nous amène à intégrer dans notre politique de développement une démarche d'accompagnement entrepreneurial». Et d'ajouter: «Dans ce sens, notre volonté, avec la FCE, est de soutenir activement les potentialités de nos futurs franchisés pour la réussite de leurs projets de lancement d'une agence de transfert Chaabi Cash».

Pour rappel, M2T (Maroc Traitement de Transactions) est un établissement de paiement agréé par Bank Al-Maghrib. Il est présent sur tout le territoire national à travers ses 4.000 points de vente spécialisés dans les activités de transfert d'argent (réseau Chaabi Cash) et de paiement multiservices (Réseau Tasshilat). M2T est également présent en Afrique de l'Ouest (Sénégal, Côte d'Ivoire, Mali et Niger) à travers sa filiale ATPS qui opère sous les marques Proximo et Atlantique Cash.

Pour ce qui la concerne, la Fondation Création d'Entreprises (FCE) du groupe BCP, créée en 1991, est une association à but non lucratif reconnue d'utilité publique le 27 juin 2001. La FCE apporte des dispositifs de soutien et d'accompagnement aux porteurs de projets et aux TPE à l'échelle nationale, à travers un accompagnement personnalisé en pré et en post-crédation, ainsi que des programmes de formations managériales et entrepreneuriales. Pour être au plus près des porteurs de projets et des TPE, la FCE s'est dotée de 9 bureaux régionaux qui lui permettent de leur prêter assistance et accompagnement à travers un ensemble de services non financiers. ■

Quel futur de la mobilité urbaine ?

La mobilité est devenue un vecteur important d'inclusion sociale et un enjeu central pour le développement durable des villes. Or, cette question est devenue plus complexe avec le développement de la ville de demain...

Un webinaire a ainsi été organisé le 27 juin 2022 par l'Institut Groupe CDG et la Direction Générale des Collectivités Territoriales, pour un échange entre responsables directement concernés par «Le futur de la mobilité urbaine». Il s'agit de Abdelmajid Ben Oumrhar, Chef de la Division de la Contractualisation et des Partenariats à la Direction de la Mobilité et du Transport / Direction Générale des Collectivités Territoriales au ministère de l'Intérieur, Nabil Belabed, Directeur Général de Casa Transports, Mounir El Houma, Directeur du Pôle Infrastructures à Novec, Directeur Général de Novec Gabon et Dr. Kawtar Benabdelaziz, Conseillère technique en Transport et Climat, GIZ.

Pour les participants, bien comprendre la mobilité en ville nécessite d'aller au-delà de la simple dimension de transport et de prendre en compte le développement des activités et de leur organisation dans l'espace urbain. D'autant que la mobilité urbaine intègre de nouveaux moyens et modes de transport: tramway, téléphériques, véhicules autonomes, espaces de parking, vélos et trottinettes, auto partage, location en libre-service de flottes de véhicules et de vélos et transport à la demande... Mais aussi d'autres composantes telles que la gestion du trafic, la politique de stationnement, les aménagements piétons etc.

Les échanges ont permis de tirer quelques conclusions.

Il a ainsi été souligné que la bonne gouvernance des transports consiste à oeuvrer pour un meilleur renforcement de l'organisation institution-



nelle, notamment via le recours à l'intercommunalité. Actuellement, la loi organique permet de créer des établissements de coopération intercommunale (ECI) lorsqu'il s'agit d'une juxtaposition de territoires ou de créer des groupements de collectivités territoriales (GCT). Le Maroc dispose d'une bonne couverture des territoires avec 11 ECI et trois GCT.

De même qu'il a été relevé que l'amélioration du fonctionnement du secteur des transports s'effectuera aussi bien par la création des SDL (On compte six SDL actuellement) que par certains mécanismes contractuels, tels les comités de suivi dans le cas de gestion déléguée, les services permanents chargés d'établir le relais entre les autorités délégantes et délégataires, ainsi que les mécanismes de régulation.

Pour ce qui est de la planification des transports, 12 plans de déplacement urbain (PDU) ont été achevés et six plans de mobilité urbaine durable sont en cours de réalisation.

Les participants ont précisé que le couple urbanisme-mobilité doit fonctionner de pair. Or, actuellement, il y a une asymétrie juridique entre le plan d'urbanisme, qui est opposable et un plan de mobilité durable qui ne l'est pas. Un travail est en cours pour rapprocher ces deux documents. Casablanca a été l'une des premières villes du Royaume à se doter d'un plan de déplacement urbain, dont l'une des principales recom-

mandations a été la création de la société de développement local Casa Transports, chargée d'offrir un transport en commun de qualité à tous les Casablancais.

Pour les intervenants, l'adoption de plans de mobilité urbaine durable doit être généralisée à toutes les villes aujourd'hui. Les plans de mobilité urbaine durable doivent se faire dans le cadre d'une concertation étroite avec les schémas directeurs d'aménagement, (Plans d'aménagement et dans la planification urbaine de manière générale).

Par ailleurs, pour le volet du financement des transports, il a été souligné qu'il existe deux supports budgétaires: le fonds d'accompagnement des réformes du transport (FART), créé en 2007 pour soutenir les opérateurs du secteur des transports et amendé en 2014 pour intégrer le financement des infrastructures. Il est doté en moyenne de deux milliards de dirhams par an. Et le CAS TVA qui permet aussi d'apporter des appuis financiers importants aussi bien pour la réalisation des infrastructures que pour l'accompagnement des gestions déléguées.

La question du financement reste un enjeu majeur pour le développement d'un système de transport urbain de qualité, complet, interconnecté et qui s'inscrit dans la durabilité, éléments essentiels de la stratégie de la mobilité urbaine qui est en phase d'actualisation. ■

La Banque Populaire à la rencontre

Après Rabat et Agadir, le Road Show des Régionales de l'Investissement, organisé pour la 2ème année consécutive par la Banque Populaire, s'est poursuivi dans la région de l'Oriental, avec deux nouvelles escales tenues le 21 juin (2022) à Oujda et le lendemain à Nador.



Les Régionales de l'investissement à Oujda



Les Régionales de l'investissement à Nador



Workshop à Nador

La règle de cette année étant que pour chaque escale, il y ait un focus sur un secteur-clé de l'industrie et un invité spécial, à Oujda, l'invité spécial était Mouaad Jamaï, Wali de la Région de l'Oriental et le focus portait sur «L'industrie électrique, l'électronique et l'offshoring». A Nador, l'invitée spéciale n'était autre que la ministre de la Transition Energétique et du Développement durable, Leila Benali et le focus tout désigné: «La transition énergétique».

L'industrie électrique, l'électronique et l'offshoring, débattus à Oujda...

Ouvrant les débats de la rencontre d'Oujda, Mouaad Jamaï a rappelé la vision Royale pour l'Oriental, exposée le 18 mars 2003, date que le wali a qualifiée de «point d'inflexion» qui a permis de lancer la croissance dans cette Région, amenée à jouer un rôle de locomotive pour l'économie nationale durant la prochaine décennie. Notamment, avec le concours du nouveau port de Nador West Med, mais aussi avec les importantes potentialités qu'offre cette Région dans des secteurs aussi divers que l'agriculture (avec 90.000 Km2, l'équivalent de la moitié du territoire tunisien), les mines, l'offshoring (avec l'ambition de créer 10.000 postes et de former 500 jeunes par an dans les métiers de l'offshoring sur une période de 5 ans), le tourisme, les énergies renouvelables, les nouveaux métiers, l'économie sociale & solidaire...

Intervenant à son tour, Jalil Sebtî, DG de la Banque commerciale de la BP, a comme à chaque escale dressé un bilan de la précédente édition, avant de faire un focus sur la Région de l'Oriental, faisant savoir que 162 millions de DH de financements y ont été concrétisés à ce jour, dont plus de 50% alloués à des projets industriels.

Un statut donc de leader de la BP qu'a confirmé Ahmed Mahrous, Président du Directoire de la Banque Populaire d'Oujda, mettant en avant plus de 450.000 clients, 50% de parts de marché en termes de financement et 45% en termes de mobi-

des investisseurs à Oujda et Nador

lisation de l'épargne.

Le premier panel, consacré aux secteurs de l'industrie électrique, de l'électronique et à celui de l'offshoring, a connu la participation des principaux organismes agissant dans ce domaine: la CGEM de l'Oriental, le ministère de l'Industrie et du Commerce, l'ASMEX, la FENELEC et l'APEBI. Pointant l'importance des secteurs exportateurs, ils ont mis en exergue les grandes opportunités identifiées à l'export dans ces 3 domaines complémentaires ; le savoir-faire historique du Maroc dans l'industrie électrique et électronique qui lui permettrait de se repositionner dans les nouvelles chaînes mondiales d'approvisionnement ; ainsi que tous les éléments pour réussir à tirer le maximum du potentiel offert par les nouveaux développements du secteur de l'offshoring, que ce soit en termes de Compétences, de Life Skills, d'Innovation ou de partenariats. S'agissant de l'offre exportable, pour le représentant de l'ASMEX «la Région peut tripler le potentiel».

...Et la transition énergétique débattue à Nador

Au lendemain de la rencontre d'Oujda, c'était au tour de l'escala de Nador. Invitée spéciale de cette escale la ministre Leila Benali a insisté sur l'importance et l'urgence d'opérer une transition énergétique pour faire face à la volatilité croissante des marchés, tout en soulignant les atouts dont dispose le Maroc dans ce domaine... Et notamment la Région. «Riche de son potentiel en matière d'énergies renouvelables, d'efficacité énergétique, de ressources minières et d'infrastructures logistiques, la région de l'Oriental peut être un modèle dans la réalisation des objectifs de transition énergétique et de développement de la résilience de nos PME et de notre économie sociale & solidaire face à la volatilité qui marque dorénavant l'économie mondiale», a expliqué la ministre. Ajoutant: «Le gaz naturel est un élément-phare de la transition énergétique. Nous devons agir sur tous les leviers: la réforme du secteur en général, le cadre réglementaire, la gestion du stockage...». S'agissant de l'investissement, Leila Benali, qui a insisté sur l'investissement Greenfield, a avancé 3 principes pour attirer les investisseurs: la durabilité, la flexibilité et la compétitivité.

Après l'exposé du bilan du précédent roadshow par Jalil Sebti aux opérateurs de Nador, Mohamed Affane, Président de la BP Nador-Al Hoceima, a rappelé le rôle important que la Banque joue dans cette région dans le domaine du financement et de l'accompagnement des TPME et, partant, dans la structuration du tissu informel en collaboration avec les partenaires institutionnels régionaux.

naux.

Tous les intervenants, qui ont souligné que la conjoncture actuelle était propice à la mise en place des mécanismes d'une économie verte et durable, ont insisté sur la nécessité d'une mobilisation générale de l'ensemble des acteurs, publics et privés, pour la réussite de la transition énergétique. ■

HZ

Les leviers de développement et les dispositifs d'accompagnement

Lors des deux escales, les leviers de développement des investissements et des exportations dans la région de l'Oriental ont été détaillés, avec la participation du CRI de l'Oriental, du ministère de l'Industrie et du Commerce, de l'AMDIE et de l'ASMEX. Un bilan de la banque de projets «Souveraineté industrielle» a été dressé. Au niveau de la région, ce sont 87 projets qui ont été identifiés, ce qui représente un investissement global de 2,9 MMDH, 10 900 emplois directs et un chiffre d'affaires prévisionnel de 7,4 MMDH.

L'accent a également été mis sur le potentiel à l'export identifié par la Task Force Export mise en place par le ministère de l'Industrie et du Commerce. Les intervenants ont présenté les dispositifs de promotion des exportations et d'accompagnements vers les marchés cibles.

De son côté, le représentant de l'AMDIE a pointé le rôle important que joue la marque Morocco Now dans le rayonnement du Maroc en tant que plateforme industrielle exportatrice décarbonnée et compétitive de premier rang, ce qui est de nature à attirer les investissements étrangers. Et pour cela, il est nécessaire, selon l'ASMEX, d'opter pour une diversification des marchés tout en innovant dans les méthodes de prospection, notamment en intégrant les aspects interculturels.

Enfin, les interventions ont porté dispositifs de financement, avec la participation de représentants de Tamwilcom, de Maroc PME, du Fonds d'Investissement de la Région de l'Oriental (FIRO), du Conseil de la Région de l'Oriental, ainsi que du groupe BCP.

Tamwilcom a exposé à Oujda son offre destinée aux start-ups innovantes (Innov

Invest) et à Nador l'offre dédiée au soutien des projets de l'économie verte que ce soit en matière de co-financement à travers Green Invest ou de garantie via le relèvement de la quotité et des plafonds de garantie.

Le FIRO a également présenté son dispositif d'accompagnement en faveur des investisseurs dans la région, notamment à travers des prises de participation à hauteur de 1 million de DH sans contrepartie, que ce soit en termes de dividendes ou de plus-value à la sortie. Le plan stratégique du fonds prévoit également de lancer de nouvelles lignes d'investissement dédiées aux projets d'investissement situés entre 5 et 10 MDH.

Pour sa part, Mohamed Amimi, Directeur Exécutif en charge de la Banque de la PME a présenté l'offre d'accompagnement et de financement intégrant celles des différents partenaires, notamment en matière de financement de l'innovation à travers l'offre BP Startup, de financements verts via BP Green Invest, et de financement de l'investissement de la diaspora par le biais de l'offre MDM Invest. Il a également mis en avant le dispositif d'accompagnement des entreprises exportatrices et de sécurisation des opérations financières à l'international. Et dans ce volet, M. Amimi a souligné la double distinction obtenue cette année par la BCP dans le domaine du Trade Finance. Rendez-vous désormais incontournables durant Les régionales de l'Investissement, les workshops organisés en marge de ces deux rencontres ont permis aux investisseurs de bénéficier d'un conseil et d'un accompagnement personnalisés de la part d'experts de la Banque, de ses filiales et de ses principaux partenaires, lors de rencontres individuelles. ■

Infrastructures routières

Autoroutes du Maroc signe pour réaliser la voie de Taddart

La voie de Taddart, reliant la ville verte de Bouskoura à l'aéroport Mohammed V de la province de Nouaceur, sera aménagée pour renforcer l'infrastructure de transport et alléger le trafic transitant par l'entrée sud de la ville de Casablanca.



Une convention de partenariat et de coopération pour la réalisation de travaux d'aménagement de la voie de Taddart a été signée au siège de la préfecture de Nouaceur, lors d'une cérémonie présidée par le ministre de l'Équipement et de l'Eau, Nizar Baraka, indique la Société Nationale des Autoroutes du Maroc (ADM).

Signé le 30 juin (2022) entre le ministère de l'Équipement et de l'Eau, la Direction Générale des Collectivités Territoriales (DGCT) du ministère de l'Intérieur, la Wilaya de Casablanca-Settat, le Conseil de Casablanca-Settat, la province de Nouaceur, la province de Médiouna, l'Office National des Aéroports (ONDA), ADM et les Conseils communaux de Bouskoura, Nouaceur et Al Majjatia Ouled Taleb, cet accord s'inscrit dans le cadre de la contribution des partenaires au renforcement de l'infrastructure de transport dans la région de Casablanca-Settat et à l'allègement du trafic transitant par l'entrée sud de la ville de Casablanca, ainsi qu'à l'amélioration de la connexion de l'aéroport international Mohammed V et des zones industrielles qui l'entourent, au réseau routier, précise ADM.

Selon la présentation qui en a été faite, lors d'une cérémonie à cette occasion, les travaux d'amé-

gement de la voie «Taddarat», devraient être achevés dans un délai de 12 mois, avec une enveloppe financière estimée à 180 millions de dirhams (MDH), à laquelle le ministère de l'Équipement et de l'Eau contribue à hauteur de 60 MDH, le ministère de l'Intérieur, représenté par la DGCT (40 MDH), le Conseil de Casablanca-Settat (40 MDH) et l'ONDA (40 MDH). Les Conseils des communes territoriales concernés veilleront à la simplification des procédures administratives pour la réalisation du projet, sous la supervision et l'accompagnement de la province de Nouaceur et la province de Médiouna avec le suivi et le pilotage de la Wilaya de la région Casablanca-Settat.

La réalisation de ce projet a été confiée à ADM Projet, la filiale d'expertise technique de ADM, à travers la maîtrise d'ouvrage déléguée. Sachant que les équipes d'ADM Projet disposent d'une expérience notable dans la gestion des grands projets d'infrastructures routières et autoroutières.

En marge de cette cérémonie, ADM a présenté l'avancement du projet de triplement de l'autoroute Casablanca-Berrechid et de l'autoroute de contournement de Casablanca, dont les travaux sont arrivés à leur phase finale, à travers le lancement effectif des travaux des deux derniers lots de ce chantier complexe, mené sous circulation et sans interruption de trafic sur des tronçons parmi les plus fréquentés du Royaume. ADM a rappelé

également le dispositif mis en œuvre pour minimiser la perturbation du trafic. Notamment, le lancement du projet de la radio «Info Trafic» 107.7, qui permettra de communiquer en amont et en temps réel avec les usagers de l'autoroute, le maintien de la circulation sur 2 voies dans chaque sens pendant la période des travaux d'élargissement, en accordant la priorité aux tronçons desservant l'aéroport Mohammed V et la mobilisation des moyens logistiques pour une gestion optimale des événements exceptionnels pouvant survenir le long des zones de travaux. ■

ADM

Un chiffre d'affaires en hausse de 32,5% en 2021 !

Le chiffre d'affaires de la Société Nationale des Autoroutes du Maroc (ADM) a enregistré une hausse de 32,5% atteignant 3,2 milliards de dirhams (MMDH) hors taxe en 2021. Cependant, bien que la performance financière soit en amélioration, la reprise du trafic autoroutier n'a pas été suffisante pour retrouver le niveau historique d'avant Covid, indique ADM dans un communiqué publié à l'issue de la réunion de son Conseil d'Administration et de son Assemblée générale ordinaire, tenues le 5 juillet (2022) à Rabat, sous la présidence du ministre de l'Équipement et de l'Eau, Nizaka Baraka. ADM fait également état d'un résultat net positif de 42 millions de dirhams et d'une baisse de la dette de 4% par rapport à l'année 2020, alors que le bilan est resté quasi-stable. Les comptes consolidés d'ADM selon les normes IAS/IFRS affichent un résultat net positif de 436 millions de dirhams, en ligne avec l'amélioration du chiffre d'affaires et l'impact favorable des taux de change, précise le communiqué d'ADM, ajoutant que l'Assemblée générale ordinaire a décidé d'affecter le bénéfice net de l'exercice en report à nouveau. Dédiée principalement à la gouvernance de la société, les administrateurs ont dressé, durant cette réunion, le bilan de la gouvernance au titre des trois derniers exercices. ■

La RAM signe 5 conventions au Sénégal

La compagnie nationale Royal Air Maroc (RAM) a procédé, le 5 juillet 2022 à Dakar, à la signature de cinq conventions avec des partenaires privilégiés sur le marché sénégalais, qui constitue le 1er marché en Afrique subsaharienne.



Ces conventions gagnant-gagnant qui entrent dans le cadre du renforcement de la coopération entre la Royal Air Maroc et ses partenaires privilégiés au Sénégal, permettront à la RAM de proposer des avantages aux partenaires, qui contribueront à leur tour, à améliorer l'image de la compagnie nationale, ainsi qu'au développement de son activité sur le marché du Sénégal.

Les accords ont été signés avec la Confrérie Tijane du Sénégal comprenant la famille tijane de Tivaouane, la famille Oumarienne, la Fayda tijania de Kaolack, et celle de Medina Gouna, avec le Club des investisseurs marocains au Sénégal, le Cercle Sénégal-Maroc pour l'amitié et la fraternité, l'Association des commerçants sénégalais, qui comprend quatre grandes associations les plus dynamiques du pays, ainsi qu'avec le Collectif des médecins marocains au Sénégal.

La cérémonie de signature s'est déroulée en présence d'une délégation de Royal Air Maroc comprenant notamment Mme Ilham Kazzini, directeur du pôle commercial à la RAM, de l'ambassadeur de SM le Roi à Dakar, Hassan Naciri, et du Représentant régional de la RAM au Sénégal, Anouar Mabrouki.

S'exprimant lors de la cérémonie de signature, Ilham Kazzini a souligné qu'avec la conclusion de ces conventions, la compagnie nationale lance une «nouvelle étape de proximité» avec le marché sénégalais qui constitue le premier marché

en Afrique subsaharienne et une «locomotive de développement» du continent africain.

Elle a ajouté que la signature de ces conventions avec les partenaires de la compagnie nationale au Sénégal intervient après la confirmation d'une reprise des activités de transport, en particulier et des voyages, en général, lesquelles ont été touchées pendant plusieurs mois par «une des crises les plus dures de l'Histoire» du secteur, à savoir la pandémie Covid-19.

Ilham Kazzini a, d'autre part, indiqué que depuis le lancement de la ligne Casablanca-Dakar en 1957, la compagnie nationale joue «un rôle important de connectivité entre l'Europe et l'Afrique», aux côtés de la compagnie Air Sénégal, permettant ainsi aux voyageurs sénégalais de rejoindre, dans les meilleures conditions, leur pays et contribuer aussi au rayonnement et au développement du Sénégal.

Elle a de même rappelé que Royal Air Maroc a rejoint l'alliance Oneworld, qui regroupe 14 compagnies des plus prestigieuses du monde, relevant que «par cette adhésion, la RAM offre à ses clients un réseau de près de 1000 destinations et des avantages exclusifs allant de l'accès au programme de fidélité des partenaires de la compagnie à des services personnalisés dans les aéroports du monde entier».

La compagnie nationale a procédé également, au lendemain de cette cérémonie (6 juin 2022), dans la ville religieuse de Touba, centre-ouest du Sénégal, à la signature d'une convention similaire avec la confrérie des Mourides. ■

Startups

Le programme «RAM Digital Open Innovation» entre dans sa phase finale

Royal Air Maroc poursuit la démarche d'innovation entamée en 2017. C'est dans ce cadre et en partenariat avec l'Université Mohammed VI Polytechnique de Ben Guérir (UM6P), que la compagnie a lancé le programme «RAM Digital Open Innovation» visant à développer des produits et services innovants à l'intention des clients et des collaborateurs de la compagnie. L'approche s'appuie sur une collaboration étroite entre étudiants, chercheurs, startups et équipes de la RAM, accompagnés par la communauté internationale de la recherche et de l'innovation autour de réels challenges de transformation proposés à la compagnie pour améliorer l'Expérience Client.

Le week-end dernier à Marrakech, il y a eu la sélection des finalistes lors de l'étape dite «Demo Day». Sur les 18 projets ayant participé, du 26 juin au 02 juillet dans la ville Ocre, à des sessions d'encadrement en «Bootcamp», une dizaine de projets a été primée et sélectionnée sur la base de leur contribution au développement de la compagnie et à sa transformation digitale (sept projets de startups, deux projets de collaborateurs RAM et un projet d'étudiants de l'UM6P).

Le processus avait été entamé en avril au siège de l'UM6P à Ben Guérir à travers un grand forum «kick-off» où le programme, ses objectifs et ses challenges ont été présentés aux étudiants et chercheurs de cette école ainsi qu'à des collaborateurs de RAM. Cette étape a été suivie en mai par une série de rencontres avec l'écosystème mondial des startups à travers trois continents. L'équipe en charge du «RAM Digital open innovation» s'est rendue dans la Silicon Valley aux Etats Unis, puis à Singapour (centre d'innovation de l'Asie du Sud Est), et enfin à Genève qui abrite le centre européen de l'Association du Transport Aérien International (IATA).

A l'issue de ce «Road show», plus de 300 candidatures ont été déposées pour participer au programme avec des pitches de projets. Parmi ces candidatures, quelque 200 ont été proposées par des startups venues de plus de 40 pays et de cinq continents; et 100 par des étudiants et chercheurs marocains ainsi que des collaborateurs de Royal Air Maroc.

Après la sélection d'une dizaine de projets le week-end dernier donc, le programme «RAM Digital Open Innovation» entrera, à partir du deuxième semestre 2022, dans la phase de réalisation opérationnelle avec l'objectif de mise en œuvre de solutions concrètes. ■

France

Vers un parlementarisme ingouvernable ?

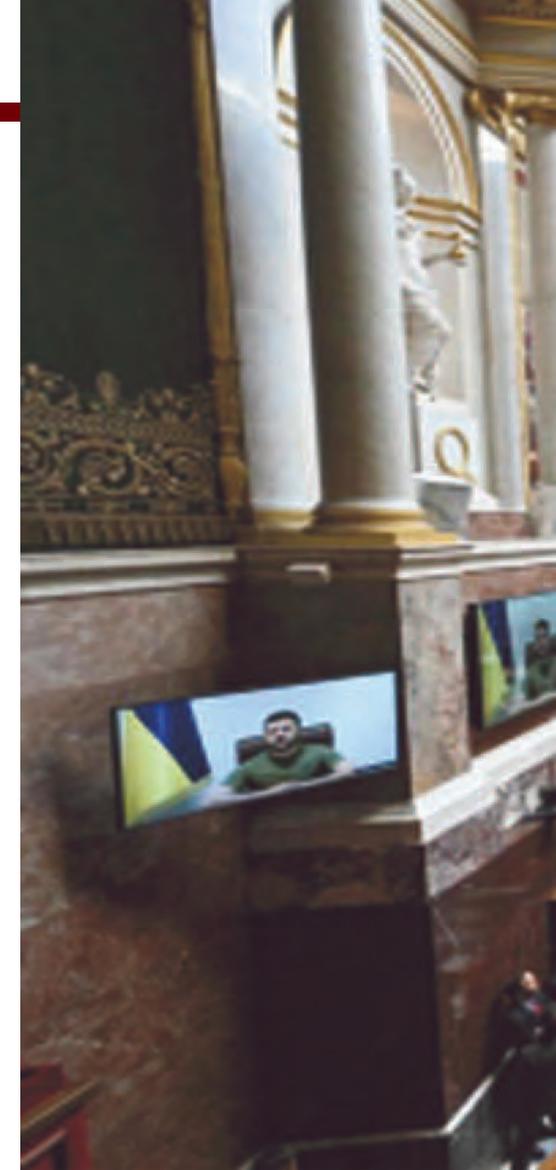
La France n'a pas changé de constitution. Mais depuis les législatives le curseur penche plus vers le parlement que vers le président. On ne sait pas ce que cela va donner, car c'est une configuration unique.

En effet, il ne s'agit pas d'une cohabitation. La cohabitation c'est quand l'opposition au président devient majoritaire au parlement et que le président prend un premier ministre dans le camp opposé. Le président laisse faire le premier ministre qui prend tous les coups alors que l'hôte de l'Élysée reprend une popularité lui permettant parfois d'être réélu. Aujourd'hui c'est très différent. Il n'y a pas une majorité d'opposition. Il y a une minorité présidentielle qui reste la première force du pays, suivie de deux blocs hostiles. Le Rassemblement National de droite, qui a le groupe le plus fort et la Nupes, coalition de partis de gauche avec les insoumis de Mélenchon. Le parti de Mélenchon a moins d'élus que ceux de Marine Le Pen, mais sa coalition est plus forte. Restent les Républicains qui sont affaiblis mais peuvent jouer un rôle charnière.

Un parlement sans majorité, c'est le risque d'un gouvernement faible à la merci d'une motion de censure. Il y a de fait un glissement du pouvoir institutionnel vers le législatif. L'exécutif est fragilisé et le président n'a plus une totale marge de manœuvre. Cela étant,

une motion de censure est difficile à imaginer. Elle devrait être votée par tous les groupes en des termes identiques pour faire tomber le gouvernement. Il paraît exclu qu'il y ait une union d'une telle force entre l'extrême gauche et l'extrême droite, pour reprendre les origines de ces appellations, celle des emplacements physiques des députés dans l'assemblée nationale. Le nouveau gouvernement et le discours du premier ministre donnent bien sûr une indication de la prise en compte par l'exécutif du rapport des forces dans le nouveau parlement. Mais le problème de fond demeure.

Il y a deux possibilités. Soit une coalition, soit le vote au coup par coup. La coalition serait possible entre les formations pro Macron et le groupe LR. Mais pour le moment ce dernier n'en veut pas. Il n'est pas sûr que ça dure. Car l'autre scénario est la discussion de chaque projet de loi pour trouver une majorité sur le texte au coup par coup. Il pourrait donc y avoir des majorités d'idées une fois avec les droites, une fois avec les gauches. Ce sera très long et il y a un fort danger d'immobilisme, sinon de chaos. Cela pourrait donc pousser le président à la dissolution. Les Français retourneraient aux



urnes. Le problème, c'est qu'il est impossible de prévoir le résultat d'un vote forcé. Les électeurs vont sanctionner ceux qu'ils jugent responsables de la crise politique, soit le président, soit les élus. Impossible de savoir qui sera jugé responsable et sanctionné.

Pour le moment on voit un flottement. L'élection du président de la très importante présidence de la commission des finances en apporte une preuve. Normalement le président aurait dû être du RN, groupe le plus important de l'opposition, en fait le président vient des insoumis, du bord opposé. Le groupe de Mélenchon qui n'est pas lui-même élu va jouer de la diabolisation résiduelle du Rassemblement National pour en fait imposer ses orientations au parlement. Cela ne se fera pas sans casse. La commission des Finances, dont la présidence est réservée à l'opposition depuis 2007, occupe un rôle stratégique d'examen des budgets



avant leur arrivée dans l'hémicycle. La présidence offre l'accès à des informations couvertes par le secret fiscal, sans cependant pouvoir les dévoiler... Mais il y a toujours moyen de faire savoir ce que l'on veut faire fuiter.

Candidat commun de la coalition de gauche Nupes (LFI, PS, EELV, PCF), Eric Coquerel -cravaté pour l'occasion- s'est imposé au troisième tour avec 21 voix contre 11 pour le candidat RN Jean-Philippe Tanguy et 9 pour la LR Véronique Louwagie, alors que les députés de la majorité se sont abstenus. Des élus LREM, LR ou RN avaient accusé l'élu de Seine-Saint-Denis de vouloir se servir de ses prérogatives à des fins politiques, pendant que le député LFI criait aux «fake news». «Il faut arrêter avec ça ! L'idée, ce n'est pas de faire une chasse aux sorcières personnelle», a-t-il répété dès son élection, dans la salle des Quatre colonnes. Aussitôt après l'élection, le candidat RN

Jean-Philippe Tanguy a de nouveau dénoncé la «piraterie» de la Nupes et une «présidence illégitime» de LFI. Le Rassemblement national espérait un front anti-LFI et les voix de LR.

Le parti d'extrême droite, qui a tenté en vain d'être situé moins à droite dans l'Hémicycle, estime que la présidence aurait dû lui revenir en tant que premier groupe d'opposition avec 89 députés, pendant que la Nupes, 151 élus au total, est composée de quatre groupes distincts. Mais le règlement stipule simplement que le poste doit revenir à un élu d'un groupe d'opposition. «L'extrême gauche la plus sectaire et la plus radicale a été élue à la tête de la Commission des finances grâce à la droite», a tweeté Marine Le Pen, affirmant ensuite aux Quatre colonnes que Les Républicains «ont refusé l'accord qui avait été envisagé» avec le RN. «Honte à Emmanuel Macron et à son groupe parlementaire qui, en refusant de choi-

sir pour la présidence de la commission des finances, fait une fois de plus le choix des extrêmes», a réagi sur Twitter Christian Jacob, le président de LR, sur le départ. Pour Patrick Hetzel (LR), «les choses se sont déroulées comme prévu arithmétiquement. C'est une élection pour un an, d'ici là, on verra si ça s'est mal passé».

Le comité contre les violences sexuelles de LFI a défendu Eric Coquerel contre des «rumeurs sur son comportement avec les femmes», assurant n'avoir jamais reçu de signalement à son sujet et déplorant «la mise en circulation de rumeurs ne s'appuyant sur aucun élément concret».

Voilà un vote révélateur de comportements ambigus, d'une ambiance plus que tendue dans un climat malsain. La législature s'annonce très conflictuelle et on peut penser qu'elle ne durera pas 5 ans. ■

Patrice Zehr

Tunisie

Vers une nouvelle Constitution



Le président tunisien Kais Saïed a fait publier jeudi 30 juin un projet de Constitution qui sera soumis à référendum le 25 juillet, jour de la fête nationale, et accorde de vastes pouvoirs au chef de l'État, marquant une rupture radicale avec le système parlementaire en place. Le texte, publié au Journal officiel, confirme la présidentialisation attendue du régime en stipulant que le «président de la République exerce le pouvoir exécutif, aidé par un gouvernement dirigé par un chef de gouvernement» qu'il désigne. Ce gouvernement ne sera pas présenté au Parlement pour obtenir la confiance. Le président, selon le projet publié, jouira

en outre de vastes prérogatives: il est le chef suprême des forces armées, définit la politique générale de l'État et entérine les lois. Il peut aussi soumettre des textes législatifs au Parlement, «qui doit les examiner en priorité». Outre le fait que le texte réduit considérablement le rôle et le pouvoir du Parlement, il prévoit également la mise en place d'une seconde Chambre, «l'Assemblée nationale des régions». Le projet de Constitution ne comporte par ailleurs aucune mention de l'islam comme «religion d'État», comme l'avait déjà annoncé à l'AFP le 6 juin Sadok Belaïd, le juriste qui a dirigé la commission chargée de la rédaction de ce texte. Cette omission vise à combattre les partis d'inspiration islamiste

comme Ennahdha, bête noire du président Saïed. Le projet de Constitution garantit «les droits et les libertés individuelles et publiques» et affirme que les hommes et les femmes sont «égaux dans les droits et les devoirs». Il stipule en outre que le droit de «rassemblement et de manifestation pacifiques sont garantis». La nouvelle Constitution doit remplacer celle de 2014 qui avait instauré un système hybride source de conflits récurrents entre les branches exécutive et législative. L'opposition et des organisations de défense des droits humains accusent Saïed de chercher à faire adopter un texte taillé sur mesure pour lui. ■

P. Zehr

Les Marcos sont de retour

Annoncée comme «simple et solennelle», l'investiture, jeudi 30 juin, du nouveau président, Ferdinand Marcos Jr, 64 ans, dit «Bongbong», devant l'imposant Musée national des beaux-arts, au cœur de Manille, est hautement symbolique. Derrière ses allures d'ex-enfant gâté et l'image de dilettante qui lui a longtemps collé à la peau, «Bongbong» Marcos exauce le rêve longtemps professé par la famille Marcos d'un retour au pouvoir, trente-six ans après l'effondrement de la dictature, en février 1986. Des opposants au clan Marcos se sont rassemblés à proximité du lieu de la cérémonie. Devant des centaines de dignitaires locaux

et étrangers, dont le vice-président chinois, Wang Qishan, «Bongbong» s'est livré à une apologie de son père, l'ancien dictateur qui avait régné pendant près de trois décennies sur l'archipel: «J'ai autrefois connu un homme qui a vu le peu de choses qui avaient été accomplies depuis l'indépendance. Il les a réalisées», a déclaré Marcos Jr, affirmant que son père avait construit plus de routes et produit plus de riz que tous ses prédécesseurs réunis. «Il en sera de même pour son fils. Je ne me trouverai pas d'excuses», a-t-il promis, soucieux de s'inscrire dans une continuité du passé. Ce retour est l'aboutissement d'une croisade de trois décennies, qui permet à «Bongbong» Marcos, tout comme à sa sœur «Imee», de se faire élire à des fonc-

tions-clés – celles de gouverneur de province, de député, puis de sénateur, tandis qu'Imelda, la mère, fut deux fois élue députée. Il a tout d'un triomphe: «Bongbong» a été élu avec 58,7 % des voix, un record pour un président philippin sous l'actuelle Constitution. F. Marcos dispose par ailleurs, à travers les alliances tissées par Uniteam -le ticket gagnant formé avec Sara Duterte, la fille du président sortant et candidate victorieuse à la vice-présidence (tous deux sont élus séparément au suffrage universel)- d'une majorité à la Chambre des représentants et au Sénat et de la bienveillance, si ce n'est la complicité, des institutions très malléables de la démocratie philippine■

P. Zehr



Hong Kong

25 ans après la rétrocession



En seulement vingt-cinq ans, dans un mouvement qui s'est largement accéléré depuis l'arrivée de Xi Jinping à la tête du pouvoir chinois en 2013, Hong Kong a perdu une grande partie des libertés d'expression politique qui la caractérisaient sous le contrôle des Britanniques. Xi Jinping a même tenu à venir, en personne, à l'occasion de cet anniversaire, marquer ce qu'il qualifie de «renaissance» de l'ancienne colonie. À Hong Kong, l'atmosphère n'est pas vraiment à la fête. Pour le 25^{ème} anniversaire de la rétrocession à la Chine, toute présence ou manifestation dissidente a

été soigneusement muselée. La cérémonie s'est déroulée en présence du président chinois Xi Jinping, ce qui constitue là aussi un événement. Il s'agit de la première visite de Xi Jinping hors de Chine continentale depuis le début de la pandémie de Covid-19. L'occasion pour lui d'enterrer les grandes manifestations pro-démocratie qui ont embrasé la ville en 2019 et de promouvoir la victoire du système communiste en Chine. «C'est un bon système qui garantit la stabilité et la prospérité de Hong Kong et qui défend le bien-être des Hongkongais», assure-t-il. En vertu du principe «un pays, deux systèmes» Hong Kong bénéficie, en théorie, jusqu'en 2047 de libertés in-

connues sur le reste du continent. Mais la Chine communiste de Xi Jinping n'aura pas attendu si longtemps pour y mettre un terme. «L'accord trouvé en 1997 avec le Royaume-Uni prévoyait un fort niveau d'autonomie pour Hong Kong et, à terme, l'élection de l'ensemble des élus au suffrage universel direct», rappelle Maya Wang, chercheuse spécialiste de la Chine au sein de l'ONG Human Rights Watch (HRW), «Mais la population n'a pas été incluse dans ces négociations et le régime mis en place était semi-démocratique. En résumé, Hong Kong est passé des mains d'une puissance coloniale à une autre».■

P. Zehr



Otan

Nouveau rideau de fer pour Moscou

L'Otan a achevé, jeudi 30 juin, son Sommet à Madrid sur la constatation, faite par Moscou, qu'un nouveau «rideau de fer» s'abattait en Europe au moment où l'Ukraine, forte du soutien renouvelé de l'alliance, reprenait aux Russes un îlot symbolique et stratégique pour la maîtrise des routes maritimes.

«Le rideau de fer, de fait, il est déjà en train de s'abattre», a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, lors d'une conférence de presse à Minsk, reprenant le terme qui a marqué l'histoire de l'Europe pendant la Guerre froide, et n'est tombé

qu'avec la chute du mur de Berlin en 1989. «Ce rideau de fer est érigé aujourd'hui par les Occidentaux eux-mêmes», a renchéri son homologue biélorusse Vladimir Makeï, dont le pays est un allié de Moscou dans sa confrontation avec l'Ouest. Moscou et Minsk réagissaient au Sommet de l'Alliance atlantique tenu en Espagne, qui a réaffirmé son soutien massif à l'Ukraine. Sa nouvelle feuille de route stratégique désigne désormais la Russie comme «la menace la plus significative et directe pour la sécurité des alliés», et dénonce les tentatives de Moscou et Pékin d'unir leurs efforts pour «déstabiliser l'ordre international».

«Nous allons rester aux côtés de

l'Ukraine et toute l'Alliance restera aux côtés de l'Ukraine aussi longtemps qu'il faudra», a dit le président américain Joe Biden en clôture du Sommet. L'Otan n'est pas en guerre et la Russie porte seule la responsabilité du conflit en Ukraine, a déclaré jeudi le président français Emmanuel Macron lors d'une conférence de presse à l'issue d'un Sommet de l'Alliance à Madrid. «Si le continent européen n'est plus en paix, l'Alliance atlantique pour autant n'est pas en guerre», a déclaré le président français en soulignant que «la Russie porte seule la responsabilité de cette guerre ainsi que les conséquences graves qu'elle impose au monde entier» ■

P. Zehr

Attention aux arnaques des fau

Mira, 58 ans, cadre en entreprise, est mariée et mère de 2 enfants. Afin que nous en tirions une leçon, cette femme nous raconte sa rencontre avec une mendiante très spéciale. Voici son récit.



« **F**aites attention aux arnaques de la mendicité en ce moment, elles prospèrent avec de nouvelles méthodes. C'est à peine croyable comme certains ou certaines en maîtrisent l'art avec des scénarios de pleurnicheries savamment échafaudés. Vraiment, ils ou elles sont capables de tout pour vous extirper de l'ar-

gent. Si je vous en parle, c'est parce que j'ai failli céder à la tentation d'apporter du soutien à du pipeau dans un espace qui ne s'y prête pas du tout. Je vous le redis, méfiez-vous!

Etre sollicité pour une aide, surtout en cette période où s'annonce la fête de l'Aïd el Kabîr, je ne le déteste pas. Bien au contraire, je le fais systématiquement sans rechigner ou parlementer avec les moyens que j'ai prévus de toutes les façons. Aussi, étant

donné que mon geste ne regarde personne d'autre que moi, j'ai toujours eu pour habitude de faire en sorte que cela se passe dans la discrétion totale et absolue. Mes règles dans ce sens, il y a belle lurette que je les avais établies. A ce jour, mon choix se porte vers des personnes nécessiteuses que je connais bien. Aussi, je m'arrange pour que mes dons ne soient pas attendus. Je les effectue par un roulement de liste par fête ou par évènement. Je vous explique. Par

x mendiants !

exemple, ceux qui n'ont rien reçu pour cet aïd el Kabîr, recevront pour la fête de l'Achoura et il y en a qui ne recevront rien jusqu'au Ramadan prochain. Bien évidemment mon plus grand regret c'est que le montant de ma cagnotte ne puisse jamais rapporter un peu de joie à tout ce petit monde en même temps. Vraiment, ils le mériteraient tellement. Ces derniers malgré leur situation de réelle précarité, à aucun moment ils ne se sont manifestés pour me quêmander le moindre denier.

Sinon, mis à part cela, en temps normal, je m'interdis d'envoyer balader une main déshéritée sans agressivité aucune, qui espère juste un petit dirham. Par contre, ce qui me rend furax, c'est quand on m'y oblige. Ne trouvez-vous pas bizarre que les femmes sont la cible privilégiée de ce quelqu'un qui fait semblant d'être dérangé mental mais qui les presse de lui sortir une pièce de leur porte-monnaie? Tout comme beaucoup d'autres genres de mendiants d'ailleurs, qui ne s'adressent jamais aux hommes. Ah, ceux de la pire espèce sont ces voyous à la tronche charcutée de cicatrices qui se plantent devant vous en disant qu'ils ont faim parce qu'ils viennent tout juste de sortir de taule. Eux, me terrorisent parce qu'on ne sait jamais de quoi ils peuvent être capables. Un conseil pour la gente féminine, sachez qu'il vaut mieux pour vous d'éviter de marcher dans une rue de quartier ou sur le trottoir d'un boulevard, vacants de trafic entre 13 et 15 heures, ou le soir à partir de 21 heures. C'est dans ces tranches d'horaires que je me suis retrouvée à deux reprises, coincée dans la gueule du loup. Par chance, j'ai échappé, in extremis, à des pièges de faux mendiants. Pour faire court, l'intention de m'agresser à l'arme blanche pour me dépouiller de mon sac à main, bijoux et téléphone était loin d'être exclue. Et, il fallait voir comment elle s'était manifestée, l'explosion de frustration vis-à-vis de ceux qui m'ont sauvée de leurs griffes. Maintenant, je vais vous raconter comment opère une autre catégorie de spécialistes du racket en cette période pour s'offrir le mouton ou plus. J'étais tranquillement assise dans mon salon de coiffure habituel quand une jeune femme, de 26 ans environ, arrive. Je comprends qu'elle était là pour un entretien d'embauche. Nous étions trois à

attendre notre tour. Malgré cela elle ne s'était pas activée sur l'une de nos tignasses pour montrer qu'elle avait un tour de main expérimenté ou une réelle motivation pour cet emploi. Bien calée sur un fauteuil, elle avait trouvé le moyen de brancher la cliente à sa droite, accompagnée de sa gamine de 4 ans en lui parlant de la sienne. De fil en aiguille, nous allions toutes savoir qu'elle était dans un état d'affolement absolu découlant de son chômage qui dure depuis 4 mois. Elle avait enchaîné en disant être sous la menace d'expulsion de son logement dans les jours qui viennent. Que les poussées de colère de sa fille de 5 ans qui s'impatiente de ne pas la voir rapporter le mouton de l'aïd, la terrifiaient. Apparemment, sa petite lui promettait de se passer le couteau sous la gorge dans le au cas où elle ne le pourrait pas.

Médusées, nous les clientes n'avions pu nous empêcher de lui exprimer des mots de réconfort. Ce qui lui avait permis de renchérir en apportant quelques autres éclaircissements sur sa situation. Nous saurons alors qu'elle était fille unique, orpheline de père et de mère, qu'elle avait fui un mari violent depuis 4 ans. Avec son bébé d'un an dans les bras, elle avait atterri dans la région du Gharb tout juste parce qu'elle avait entendu dire dans le train qu'on pouvait y trouver facilement du travail dans une usine de câblage. Une fois descendue à la gare de Sidi Yahia, elle avait suivi les pas d'une dame qui l'avait recueillie chez elle. Cette généreuse personne qui en fait habite la ville de Kénitra, l'avait aidée à s'y loger après l'avoir placée dans un salon de coiffure et d'esthétique. Toujours par charité, elle avait avancé au proprio 12 mois de loyer d'avance... Pendant qu'elle nous racontait tout cela, très sincèrement je me suis sentie dans l'obligation d'aider cette pauvre jeune femme pour qu'elle s'acquitte au moins d'un mois de loyer. Pareil pour les quatre autres femmes qui se trouvaient sans le salon. Prise de pitié, la coiffeuse en souffrance de personnel auxiliaire l'engagea sur le champ, tout en lui promettant une avance sur son salaire hebdomadaire fixé à 500 dhs. Je vous assure que nous toutes avons eu le même geste du cœur, à savoir ouvrir nos sacs.

Mais pour ma part, je m'arrêterai dans mon

élan de lui délivrer ce don, dont la somme était loin d'être dérisoire ou ridicule, au moment où j'aurai un dé clic d'avertissement quand dans son récit, elle achèvera d'un cancer du sang sa première bienfaitrice tout juste 7 mois après leur rencontre. Intriguée, j'avais poussé le bouchon avec des questions espérant qu'elle me fournisse le nom de la dame et l'enseigne de son premier job. Je tapais dans le mil. Elle l'évitera malgré mon insistance! A sa manière de noyer le poisson avec une nouvelle jérémiade, je comprenais tout. Viendra le moment où elle se plaindra aussi de sa voisine qui assure le gardiennage de sa gosse qui lui réclame désormais 500 dirhams par mois au lieu de 300. Et vlan, fin de la parlotte! Elle fermera son clapet, baissera la tête, versera des larmes de crocodile pour émouvoir à la puissance «n» l'assistance. Les femmes plantées par la supercherie lui donneront chacune un billet soit de 20, 50 ou 100 dhs qu'elle mettra dans son porte-monnaie. Elle me regardera fixement comme pour m'inciter à en faire de même mais sans résultat. Alors, pour me taxer quand même, elle sortira de son sac un livret de produits de soins et maquillage en nous récitant une formule pour nous parrainer ou passer commande. Elle insistera pour qu'on lui fournisse nos numéros de téléphone. Je serai la seule qu'elle ne réussira pas à tromper avec ses manigances.

Les poches pleines, elle sortira et environ deux heures après la revoilà de retour. Pas pour nous refaire son spitch puisqu'il ne restait plus que moi avec ma teinture sur les cheveux et la coiffeuse. Tenez-vous bien. Elle demandera à sa «future patronne» de lui laver les cheveux et de les lisser avec un brushing tout en s'imaginant qu'elle pouvait lui extorquer l'avance sur salaire promise. Elle n'insistera pas dans cette voie, mais s'en ira en promettant son retour le lendemain pour s'offrir la mise en beauté. Bref, à son allure indiquant l'assurance d'avoir accompli avec succès son vrai job, on voyait bien qu'elle n'en avait aucunement l'intention. Tout comme je l'imaginai très bien faire sa ronde de quête dans tous les salons de coiffure de la ville qu'elle n'habitait sûrement pas».

Mariam Bennani

Baccalauréat 2022

Voici les dix bacheliers marocains qui ont brillé cette année

Le taux de réussite au baccalauréat au titre de l'année scolaire 2021-2022 a atteint 66,28%, contre 68% en 2021. Le nombre de candidates filles à avoir passé avec succès l'épreuve de cette année (Session ordinaire) est de 132.258.



Avec une note de 19,44 sur 20, l'élève Zaid Lahroussi qui poursuivait ses études dans un lycée de la direction provinciale d'Ain Chock à Casablanca, a décroché la meilleure moyenne générale au baccalauréat au titre de l'année 2022 à l'échelle nationale. En deuxième position arrive Houda Naânaâ, branche des sciences physiques, section française, avec une moyenne de 19,41. Elle représentait la région de Rabat-Salé-Kénitra. La 3ème position est occupée par une autre bachelière de la Région Casablanca Settat et dans la même branche. Il s'agit de Nour

Amal Elhadi avec une moyenne de 19,38. Inscrit dans la branche des sciences mathématiques, section française, Amina Hanid est classée 4ème avec une moyenne de 19,37. Elle représente la région Marrakech-Safi. 6ème du classement générale et première du classement de la branche des sciences économiques, Wahiba Rizk a eu une moyenne de 19,33. Elle représente la région de Marrakech-Safi. ■

CONSÉCRATION

Hajar Bouali, obtient le Prix «Diana Award»



L'étudiante marocaine en pharmacie, Hajar Bouali, a reçu le prestigieux Prix «Diana Award». Etudiante en 4ème année de pharmacie à la Faculté de Médecine et de Pharmacie de Casablanca, la jeune étudiante a été reconnue avec la plus haute distinction qu'un jeune âgé de 9 à 25 ans puisse obtenir pour son action sociale et efforts humanitaires. C'est la deuxième fois qu'une marocaine obtient une telle distinction. Créé à la mémoire de la Princesse de Galles, décédée en 1997 des suites d'un accident de voiture à Paris, «Diana Award» est décerné par l'Association caritative du même nom. ■

Rentrée universitaire 2022-2023

Le Maroc accorde 230 bourses aux étudiants sénégalais

230 bourses ont été accordées par le Maroc, aux étudiants sénégalais voulant poursuivre leurs études dans les établissements de l'enseignement supérieur du Royaume, au titre de la rentrée universitaire 202-2023.

Ces bourses concernent plusieurs filières, dont 80 places pédagogiques sont destinées aux provinces du sud du Royaume. Le Maroc avait décidé en 2017, d'augmenter le quota des bourses accordées aux étudiants sénégalais inscrits dans les établissements de l'enseignement supérieur du Royaume. L'octroi des bourses aux étudiants sénégalais entre dans le cadre de la volonté du Maroc d'accompagner le Sénégal dans sa politique de développement du capital humain et de soutenir les actions qu'il mène en



faveur de la formation et de l'employabilité des jeunes. Cet appui au Sénégal s'inscrit dans le sillage des bonnes relations liant les deux pays. ■

Le Maroc face au stress hydrique

L'eau c'est la vie, préservons-la!

Une simple fuite d'une chasse d'eau peut consommer jusqu'à 220.000 litres d'eau par an. Quant au lavage hebdomadaire d'une voiture avec un boyau d'arrosage, il engendre le gaspillage de 26.000 litres d'eau en moyenne, par an.



Face à la situation de stress hydrique que connaît le Maroc cette année (2022), le ministère de l'Équipement et de l'Eau mène une campagne de sensibilisation pour lutter contre le gaspilla-

ge de l'eau. Cette campagne qui s'étalera sur deux mois (juillet-août 2022), est une manière pour alerter des conséquences multiples de la sécheresse que connaît actuellement le Royaume, tout en incitant les citoyens

à économiser l'eau. Cette campagne s'adresse aussi bien aux urbains, qu'aux personnes habitant dans les zones rurales et aux agriculteurs. L'ultime objectif consiste à renforcer la prise de conscience de la société marocaine pour mieux réussir ce challenge collectif qu'est la préservation de cette ressource vitale, qu'est l'or bleu. ■

Transporteurs routiers

Délai prolongé pour l'obtention de la carte professionnelle

Le délai d'inscription pour l'obtention de la carte de conducteur professionnel a été prolongé de six mois supplémentaires.



Dans le cadre de la mise en œuvre des engagements pris par le ministère du Transport et de la Logistique, concernant la gratuité

des formations obligatoires pour l'obtention de la carte de conducteur professionnel, le ministère a annoncé que le délai d'inscription à cette opération a été prorogé jusqu'au 31 décembre 2022. Ainsi, il a été décidé de reporter le contrôle relatif à la possession de la carte de conducteur professionnel au 1er janvier 2023. Ce contrôle sera effectué sur la base d'une carte de conducteur professionnel en cours de validité, ou d'un récépissé de dépôt attestant l'inscription à une formation pour l'obtention de ladite carte avant le 1er janvier 2023, précise le département dirigé par Mohamed Benabdeljalil. ■



GRÈVE

Les transporteurs de marchandises annoncent un débrayage après Aïd Al Adha

Réunis dans le cadre d'un front commun qui rassemble de multiples associations professionnelles du secteur, les opérateurs du transport routier de marchandises au Maroc, ont décidé de reporter le mouvement de débrayage qu'ils comptaient mener, après Aïd Al Adha (10 juillet 2022). Ces derniers envisagent ainsi de se mettre en grève si les pouvoirs publics ne répondent pas positivement à toutes leurs revendications, qui se résument à deux principales demandes, le plafonnement des prix des carburants et l'instauration du gasoil professionnel. ■



Patrimoine matériel et immatériel

Le Maroc en tête des listes de l'ICESCO

Le Comité du patrimoine dans le monde islamique relevant de l'Organisation du Monde Islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture (ICESCO) a annoncé l'inscription de 26 nouveaux sites historiques et éléments culturels, en tant que patrimoine marocain pur, sur les listes finales du patrimoine matériel et immatériel dans le monde islamique.

Lors de sa 10^{ème} réunion, tenue le 5 juillet 2022, le Comité a annoncé l'approbation des 26 dossiers soumis par les services de la Direction du patrimoine, relevant du ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, dans le but d'approuver ces éléments en tant que patrimoine matériel et immatériel marocain pur, a indiqué le ministère.

Ainsi, le Maroc a inscrit 46 éléments patrimoniaux sur les listes de l'ICESCO, en plus de 31 éléments dans la liste préliminaire en attente d'approbation lors de la prochaine réunion, ce qui place le Royaume en tête du classement de la liste finale du patrimoine matériel et immatériel dans le monde islamique, suivi de la Libye (22 membres), la Mauritanie (18), la Tunisie (17) et Oman (15).

Les éléments culturels inscrits au patrimoine

marocain auprès de l'ICESCO sont les savoir-faire et coutumes associés au couscous marocain, les arts et savoir-faire du caftan marocain, le «Melhoun» marocain, les savoirs et pratiques du «Mahadra», la tente saharienne, la calligraphie marocaine, les arts culinaires marocains, l'art de «Dekka Marrakchia», la technique des «khattara» d'Errachidia, ainsi que le Moussem d'Assa et le Moussem de Moulay Abdellah Amghar.

Il s'agit également de l'art du chant traditionnel de Tafilalt, le chant féminin de Taroudant, les techniques traditionnelles de distribution d'eau, la danse «Guedra» du Sahara, la décoration d'ornements en argent de Tiznit, les techniques de la djellaba de Ouazzane, la danse de «Laâlaoui» de l'Oriental, la musique de «Al Aala», la «felouque» d'Essaouira, la poterie des femmes rurales et la décoration sur bois, la chasse à l'ai-

de du «Slougui», le rucher d'Inzerki dans la région du Souss, la «Zahria» de Marrakech et le brocard de Fès.

Le ministère œuvrera à inscrire encore davantage d'éléments patrimoniaux dans le cadre de sa politique visant à préserver le patrimoine marocain face à la montée de certaines pratiques illégales, conclut le département de Mehdi Bensaid. Le Comité du patrimoine dans le monde islamique relevant de l'ICESCO avait annoncé l'inscription d'un total de 141 sites historiques et éléments culturels sur les listes indicatives et finales du patrimoine matériel et immatériel dans le monde islamique. Une cérémonie de remise des certificats d'inscription sur les listes du patrimoine dans le monde islamique de l'ICESCO aux ambassadeurs et représentants de certains États membres de l'Organisation a été également organisée. ■

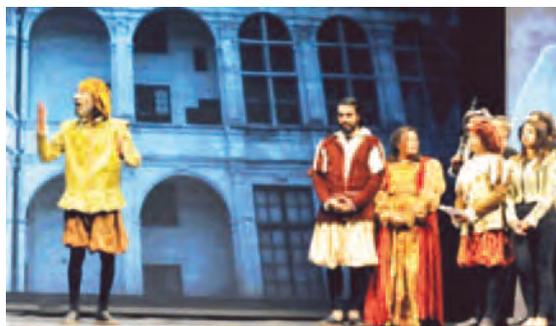
MN avec MAP

Casablanca

La 13ème édition du Festival du théâtre arabe du 13 au 16 juillet

La 13ème édition du Festival du Théâtre Arabe se tiendra du 10 au 16 juillet 2023 à Casablanca. Ce rendez-vous sera axé sur l'étude des expériences théâtrales marocaines, avec la participation de nombreux artistes et chercheurs arabes, faisant savoir que ce festival qui s'est déjà tenu à Rabat en 2015, accueillera environ 400 dramaturges arabes et présentera durant une semaine le meilleur du théâtre arabe des années 2021 et 2022. L'événement sera l'occasion d'échanger les expériences arabes et internationales sur différents niveaux.

Citant le Secrétaire général de l'Instance, Ismail Abdelah, le communiqué a souligné que le Festival constitue l'une des nombreuses occasions de coopération entre l'Instance et le Royaume du Maroc, relevant que cette coopération n'a cessé de se développer d'année en année,



grâce à la contribution effective des dramaturges marocains dans ses différents programmes.

Lors de cette 13ème édition, des hommages seront rendus à plusieurs artistes marocains et arabes, tandis que 10 ouvrages sur le théâtre marocain seront édités dans le cadre de la série des éditions de l'Instance du théâtre arabe. ■

Essaouira

Le «Moga Festival» est de retour



Le «Moga Festival» retrouve ses quartiers à Essaouira. Festival phare de la ville d'Essaouira, le Moga ravira les festivaliers du monde du 28 septembre au 2 octobre 2022 avec une riche programmation musicale. Après le succès sans conteste de son édition portugaise du 1er au 5 juin derniers qui a rassemblé près de 10 000 personnes sur les plages de Costa da Caparica (à quelques minutes de Lisbonne), le Moga Festival revient à Essaouira. Au programme Acid Arab, DJ Tennis, Polo & Pan, Lee Burridge, Jimi Jules, Petre Inspirescu, Sebastien Léger et bien d'autres. Musiques électroniques, nomadisme, créativité et découvertes, tels sont les crédos de Moga Festival.

Ainsi le festival comprend une partie OFF avec des événements en accès libre: workshops, activités sportives, talks, food... associés aux soirées payantes officielles qui mélangent avant-garde de la scène internationale et locale dans un style allant de la disco à la house music, mixant sonorités orientales et exotiques au tempo deep et hypnotique de la musique club. Au Maroc, Moga revient pour 5 jours de festival dans toute la ville d'Essaouira. ■

Capitale du Souss

Agadir abrite la 17ème édition du Festival «Timitar»

L'Après deux années d'arrêt obligatoire en raison du contexte sanitaire, Timitar propose cette année (2022), 16 concerts et une programmation musicale riche qui prône les valeurs de la tolérance et du vivre ensemble. De la musique ancestrale Amazighe à la scène pop marocaine en passant par les rythmes enivrants de la salsa colombienne et emblématique Chaabi, Timitar connaîtra la participation de 50 artistes, dont Rayssa Fatima Tabâamrant, Hatim Ammor, Oudaden, Zina Daoudia, Stati, Yuri Buenaventura, Ahmed Amaynou et Hoba Hoba Spirit. Cette édition promet des instants de joie, de danse et de communion, note la même source, ajoutant que 800.000 festivaliers sont attendus pendant les deux jours du festival. ■



Le Reporter

Directrice et rédactrice en chef:
Bahia Amrani

Rédacteur en chef adjoint:
Mohcine Lourhzal

Grand reporter:
Naima Cherii

Rédaction:
Nadia Benyouref
Mohamed Nafaa
Patrice Zehr
Bouchra Elkhadir
Mariem Bennani
Abderrahman Bennani
Khadija Benzina
Hafida Zahid

Infographistes:
Naima Touhami
Houmam Moudarir

Conception graphique:
Baba.com

Administration:
Bachir Saghir

Diffusion:
Abdelaziz Abid

Accueil:
Magida Rizk

Crédit photos:
AFP
MAP

Photographes:
Soufiane Benkhadra
Ali Achour
Hassan Najibi

Impression:
Idéale

Distribution:
Sochepress

Dépôt légal : 172/97

RC : 271.540

Patente : 32100789 . IF :
43200205. CNSS : 6020078

Numéro de la commission paritaire :
H.F/038-06

Adresse : 1, Sahat Al Istiqlal, 2ème étage – Casablanca 20 000

Téléphone :
(05 22) 54 11 03 - (05 22) 54 11 04

Télécopie : (0522) 54 11 05

e-mail : lereporter@menara.ma

Sites web : www.lereporter.ma

www.lereporterexpress.ma

La chaîne YouTube Le Reporter

CAF Awards 2022

4 Marocains sur la liste des nominés

A moins de trois semaines de la cérémonie des CAF Awards qui se tiendra le 21 juillet 2022 à Rabat, la Confédération Africaine de Football a publié ses listes de nominés dans les différentes catégories, à savoir joueur de l'année, joueur interclubs de l'année, jeune joueur de l'année, équipe nationale de l'année et Club de l'année.



Quatre joueurs marocains figurent dans la première liste des nominés pour le titre de meilleur joueur africain de l'année, il s'agit d'Achraf Hakimi, Yassine Bounou, Sofiane Boufal et Yahia Jabrane. La

liste comprend également les gros calibres du football continental du calibre de l'Egyptien Mohamed Salah, Riyad Mehrez et Sadio Mané. Dans la liste des meilleurs joueurs des compétitions interclubs, le Maroc est également présent en force avec six joueurs nominés à savoir,

Achraf Dari (WAC), Yahya Jabrane (WAC), Zouhair El Moutaraji (WAC), Mouhcine Metouali (RCA), Youssef Fahli (RSB) et Issoufou Dayo (RSB). Pour la catégorie «meilleur entraîneur de l'année», on retrouve le sélectionneur national, Vahid Halilhodzic, Walid Regragui (WAC) et Florent Ibenge (RSB). Le Maroc est également nominé dans la catégorie d'équipe nationale de l'année et club de l'année avec le Raja de Casablanca, la RS Berkane et le Wydad de Casablanca. ■

«Les 24 heures de la pétanque»

Le Stade Marocain et Chabab Khénifra remportent le titre 2022

Les clubs du Stade Marocain chez les hommes et du Chabab Khénifra, chez les dames, se sont adjugés le titre de la deuxième édition du Marathon de pétanque de Casablanca (Les 24 heures de la pétanque), organisée au complexe Al Amal de Casablanca. Le Stade Marocain, vice-champion en titre, est monté sur la plus haute marche du podium de cette compétition. Il devance ainsi l'Association Sportive Maghreb Boules et le club de la ligue de Casablanca. Chez les dames, Chabab Atlas Khénifra A, composé de la triplette Assia Alami, Atika et Hayat Belghiti, a dominé les débats, après sa victoire en finale devant l'équipe B de Chabab Atlas Khénifra, qui comprenait Latifa Ouaba, Loubna Marouani et Nouhaila Oubi. La troisième place est revenue à la triplette représentant la ligue Atlas Saïs, constituée de Hasane El Alami et Rania et Hanae El Qostani, alors que Casa Events a pris la quatrième place. Cet événement, organisé fin juin 2022, sous l'égide de la Fédération Royale Marocaine de Pétanque a été l'occasion de faire renaître la pratique de la pétanque au cœur de Casablanca et de fédérer les différentes composantes autour d'un projet porteur de fraternité sur fond d'esprit d'équipe et de goût de l'effort. ■



FIFA

Le hors-jeu semi-automatique instauré pour le Mondial du Qatar

Quatre ans après l'introduction de l'Assistance Vidéo (VAR) lors de la Coupe du monde en Russie (2018), la FIFA s'apprête à franchir une nouvelle étape technologique pour le Mondial 2022 organisé au Qatar (du 21 novembre au 18 décembre 2022).



Quatre ans après l'introduction de l'Assistance Vidéo (VAR) lors de la Coupe du monde en Russie (2018), la FIFA s'apprête à franchir une nouvelle étape technologique pour le Mondial 2022 organisé au Qatar (du 21 novembre au 18 décembre 2022). La FIFA a en effet validé l'utilisation du hors-jeu semi-automatique, un outil destiné à accélérer et fiabiliser les décisions arbitrales. Cette

technologie permet d'établir à tout moment la position des joueurs et du ballon, facilitant la détection des hors-jeu sans toutefois remplacer l'appréciation des arbitres. En combinant les données provenant du ballon et des joueurs, et à l'aide d'une intelligence artificielle, la nouvelle technologie transmet automatiquement une alerte de hors-jeu aux arbitres vidéo chaque fois que le ballon est reçu par un attaquant qui se trouvait en position de hors-jeu au moment où le ballon a été joué par un coéquipier. ■

Salé

Le Maroc organise en 2023, le Championnat du monde scolaire de football

La Fédération Royale Marocaine du Sport Scolaire (FRMSS), la Fédération Royale Marocaine de Football (FRMF) et la Fédération Internationale du Sport Scolaire (ISF) ont signé un contrat pour l'organisation au Maroc, du Championnat du monde scolaire de football.



La candidature du Maroc a été retenue pour l'organisation de cette compétition, prévue du 22 au 31 juillet 2023, lors de l'assemblée générale de l'ISF, tenue les 16 et 17

mai 2022 en Normandie (France) en marge de la 19ème Gymnasiade du sport scolaire. Le Maroc sera, ainsi, le premier pays africain à abriter cet événement sportif. La signature dudit contrat intervient dans un contexte marqué par la dynamique que connaît le sport national et illustrée par les résultats obtenus par les élèves marocains dans différentes compétitions internationales, notamment le sacre de la sélection scolaire féminine au championnat d'Afrique de football des U16. S'exprimant à cette occasion, le président de la FRMF, Fouzi Lekjaa, a indiqué que «l'école est la véritable pépinière pour le développement du sport, ajoutant que la détection d'un talent se fait à l'âge de 10 ans, au moment où l'enfant suit naturellement son parcours scolaire». ■

Championnat du Maroc de judo

Les clubs de Salé dominent la compétition

Les clubs Salaouis ont dominé les compétitions du championnat du Maroc de judo des juniors et cadets.

Chez les -60 kg, Bouhessoune Yasser du Qods Salé s'est imposé devant Chorfi Achraf du club Etoile Salé et de Nassim Bitrou de SIK Meknès. Amine Yassif du Mouloudia Sala Al Jadida s'est imposé en -81 kg, tandis que son coéquipier au même club, Belgaid Ismail, a dominé les -90 kg. Dans la catégorie des 100 kg, Dahnouï Othmane de l'AS Salé, a remporté le titre devant Haytam Benyahya de Qods Salé et Zouhair Marmoucha de Koutoubia Mohammédia. Chez les filles, Wafae Idrissi Chorfi de l'ATS Salé s'est imposée en -48 kg, tandis que Bouchra El Hamrami de l'Etoile Salé a été sa-



crée chez les -52 kg. Dans la catégorie des -70 kg, Wiam Ait Atta d'Al Assad Salé a remporté le titre, tandis que Salma Tahori du club Qods Khouribga s'est imposée chez les +78 kg. Dans la catégorie des cadets (garçons), le titre des -50 kg a été remporté par Anis Ijoui de l'Etoile Sportive Salé, tandis que celui des +90 kg est revenu à Zakaria Bicha du club Belattar Salé. Chez les cadettes, Meriem Belkatir a été sacrée en -40 kg, et Lamia Zghari de l'Olympic Salé en +70 kg, lors de cette compétition qui s'est déroulée le 27 juin 2022 à la salle couverte Roches Noires à Casablanca. ■

Algérie

L'amateurisme pèse sur l'organisation des Jeux Méditerranéens d'Oran



Des médias croates ont rapporté que plusieurs cas d'intoxication alimentaire ont été enregistrés dans les rangs de la délégation sportive qui prend part aux Jeux Méditerranéens d'Oran, en Algérie.

Selon ces médias, nombre de sportifs ont été victimes des conditions de séjours, dont surtout la mauvaise nourriture, qui les ont acculés à déclarer forfait. Le média croate «24sata» a écrit que «Lors de la première journée de compétition des Jeux méditerranéens à Oran, deux boxeurs croates devaient entrer en lice, mais le jeune Petar Krešimir Knežević, 19 ans, a dû renoncer au match des huitièmes de finale dans la catégorie 75 kg en raison d'une grave intoxication alimentaire». Et de détailler: «Knežević a dû céder le match à l'Italien Salvatore Cavallar sans se battre, car il a été empoisonné avec de la nourriture en Algérie, a eu de graves nausées et des problèmes d'estomac. Il a perdu plus de quatre kilogrammes». La boxeuse Nikolina Čačić, considérée comme la meilleure dans son pays, a également subi le même sort et se trouve dans un état peu enviable. «Tous les sportifs se plaignent à juste titre de l'organisation et de la qualité de l'hébergement et de la restauration à Oran, des conditions insalubres, qui ont entraîné des cas aussi graves d'intoxication alimentaire», souligne le média croate. Rappelons qu'après le scandale du plagiat de l'affiche officielle des Jeux Méditerranéens 2022 et l'absence d'interprète pour accompagner les délégations étrangères venues assister au tirage au sort, un autre scandale est venu écorner davantage l'image des Jeux d'Oran. Il s'agit des défaillances dans l'organisation qui ont laissé des impressions extrêmement négatives chez les membres de la famille méditerranéenne, a dénoncé le Comité exécutif des Jeux Méditerranéens (CIJM) dans une lettre de protestation adressée au président-commissaire dudit Comité ■